2,50 F MAROC : 2,80 DH

Combat SOCIALISTE

N° 14 SAMEDI 14, DIMANCHE 15, LUNDI 16 MARS 1981



Logements trop chers:

Les travailleurs chassés de Paris

(PAGE 5)

FRANÇOIS MITTERRAND EN BRETAGNE

(PAGE 4)

Nouvelles hausses des tarifs SNCF

La première augmentation devrait intervenir avant la fin du mois, la seconde juste avant les vacances d'été. (PAGE 5)

Dimanche, à Evry

L'ECOLE DE LA REPUBLIQUE FETE SES CENT ANS

(PAGE 9)

Au secours de la Cité fleurie

Les artistes contre les requins

(PAGE 13)

Le Pakistan cède aux exigences des pirates du Boeing.

LES 103 OTAGES AU BOUT DE LEUR CALVAIRE



Au bout de douze jours d'une détention particulièrement éprouvante, les cent trois otages du Boeing-720 détourné par trois opposants pakistanais étaient enfin sur le point d'être remis en liberté, vendredi, à Damas. Islamabad avait en effet accepté, la veille, de libérer cinquante-cinq détenus prisonniers politiques, au moment même où expirait le dernier ultimatum des pirates de l'air. (Photo UPI)

L'insécurité et ses causes

LA recherche de la sécurité est devenue un des thèmes favoris de la droite, depuis plusieurs mois, et constituera un élément d'importance dans les débats de la campagne présidentielle.

Chacun, et c'est bien naturel, aspire à la liberté et à la sécurité, la seconde n'étant qu'une des conditions d'exercice de la première. Et c'est à juste titre que la montée de la délinquance inquiète les citoyens.

S'appuyant sur les médias qu'il contrôle, le pouvoir giscardien utilise au maximum et, par là-même, accroît le sentiment d'insécurité, n'hésitant pas à amalgamer les crimes et délits contre les biens (vols, cambriolages), qui sont en augmentation, et les atteintes contre les personnes, qui ne connaissent pas le même accroissement. Petites craintes et grandes peurs sont devenues les mamelles de la propagande giscardienne.

La raison en est simple. Il s'agit, pour le pouvoir, de trouver des moyens de camoufler ses échecs. La crise, voilà le maître mot. C'est la crise qui est évoquée pour « expliquer » la politique volontairement inégalitaire de Giscard : tout ne va pas pour le mieux, mais on fait ce qu'on peut car les temps sont durs. C'est la crise qui crée cet environnement menaçant : puisque nous sommes dans un monde hostile, il faut donc prendre des précautions... et renforcer la répression. Ce fut l'objet de la loi Peyrefitte.

Cette évocation de la menace permet, à la droite, de répandre une idéologie dont l'objectif n'est rien d'autre que la mise en place, en France, d'un « ordre nouveau ». C'est au nom de la sécurité que l'on rogne les libertés, et tout citoyen ou tout syndicaliste qui entend jouir de ses droits les plus fondamentaux devient aussitôt un « ennemi de l'intérieur ».

En renforçant la répression, Giscard veut faire croire qu'il incarne un pouvoir fort et protecteur des petits et des humbles. Il tente, ainsi, d'esquiver la vraie question : celle des causes de l'insécurité. A cette question, en effet, il ne peut répondre qu'en rendant des comptes aux Français.

Car c'est la politique giscardienne qui est le premier facteur de la délinquance et de la criminalité. Et le chômage au tout premier plan. Le désœuvrement et le désespoir de centaines de milliers de jeunes placés dans l'impossibilité de trouver un emploi stable et correspondant à leur formation créent le terrain le plus favorable qui soit pour le développement de la délinquance.

Il en est de même des inégalités sociales, de la dévalorisation du travail, de l'entassement dans les grands ensembles, du contraste entre l'insolente richesse des privilégiés et la médiocrité des conditions de vie du plus grand nombre. Comment cela ne créerait-il pas une profonde crise morale?

Une société plus sûre ne peut être qu'une société plus juste. Et ce n'est pas de Giscard d'Estaing qu'on peut l'attendre.

Claude GAULT

VU DU PAYS BASQUE

Du côté de la Bidassoa

ICI, les gaves déboulent de partout. Celui de Pau arrive sanctifié par son passage devant la grotte de Lourdes. Celui d'Aspe dégringole du Somport, blanc d'écume, vers Urdos et Sarrance, luttant de vitesse avec son jumeau le gave d'Ossau. Tous deux se perdent ensuite dans celui d'Oloron qui alimente l'Adour.

Tant d'eaux bouillonnantes, miroitantes, sillonnent Béarn et Pays basque qu'on croirait, notamment au printemps, voir dans la plaine des couleuvres d'argent. Le ciel, en cette saison, passe assez vite du gris mouillé au bleu tendre. A Pau, il a certains jours cette luminosité qui inspira une chanson célèbre : *Bel cèl de Pau...* Au-dessus de Biarritz et de Saint-Jean-de-Luz, son éclat se modèle volontiers sur celui de l'Océan.

A moins de trois lieues de Sarrance — petite ville illustrée par Marguerite de Navarre qui y aurait composé son *Heptaméron* — Jean-Marie Carité s'est fait éditeur. Sa « maison » est à Arudy. Il l'a baptisée Utovie. Pourquoi ? Parce que, dans ce mot, il y a *utopie* et *vie*. Les livres qu'il publie avec Marie Fougère ne ressemblent pas du tout à la plupart de ce qui se publie ailleurs. D'une sobriété franciscaine pour la présentation, ils parlent de choses humbles et simples, comme la nature, comme la terre ou l'amour...

Dans les parages — mais est-ce Béarn ou Pays basque ? — Francis Jammes a chanté les ânes doux et les vieilles horloges. Roncevaux n'est pas loin non plus, ni la *Chanson de Roland*. Les affiches touristiques, qui ne savent ou ne veulent rien savoir du poète symboliste ni de l'auteur de la chanson de geste, s'en tiennent platement au béret (basque) et au joueur de pelote (basque) avec sa chistera.

D'après les statistiques, le Pays basque n'a pas 200 000 habitants. Si l'on n'y parlait pas l'*eskuara,* il ne serait, en effet, qu'une minuscule région avec des silhouettes stéréotypées pour les besoins du tourisme. Mais sa langue fait sa force. Parce qu'elle réunit les 200 000 Basques d'ici aux 1 890 000 Basques d'outre-Pyrénées.

« Quand j'ai envie de me sentir plus fort pour être heureux, disait un pêcheur de Ciboure, *je regarde vers le Sud, du côté de la Bidassoa... »*

Maurice CHAVARDÈS

Ils vous mentent

Il faut que dans chaque boutique, que dans chaque lieu public, dans le train ou dans le car, nous dénoncions sans relâche la politique de Giscard et de son exécuteur Barre. Cette politique est tout axée sur le profit du grand capitalisme, au détriment des travailleurs.

Ils vous mentent lorsqu'ils disent qu'il faut réduire la consommation, donc la production, pour diminuer nos importations alors que la seule solution pour sauver notre économie, c'est au contraire d'augmenter la consommation intérieure.

Ancien cadre supérieur de grandes sociétés, je sais par expérience que plus la production augmente, moins les frais généraux grèvent chaque produit, car la plus grande partie de ces frais est constante quelle que soit la quantité de produits fabriqués.

Qui dit moindres frais généraux unitaires, dit abaissement des prix de revient, donc produits plus compétitifs à l'exportation.

Pour augmenter la production intérieure (d'abord), il faut augmenter sensiblement le pouvoir d'achat des travailleurs les moins favorisés. Conséquences : donner du travail à des chômeurs puisqu'on doit fabriquer plus, relancer le petit commerce et le petit paysan. (Un chômeur par la force des choses est un mauvais client.) Un produit fini, c'est une partie matière première et énergie plus une partie travail, généralement plus importante. Donc exporter, c'est faire rentrer plus de devises qu'on en sort pour importer matières premières et énergie. C'est donc tout bénéfice.

Il n'y a qu'à regarder le Japon qui inonde le monde entier de ses produits et n'a presque pas de matières premières ni d'énergie et qui ne connaît pratiquement pas le chômage eu égard à sa population.

Un autre domaine où vous devez insister auprès de vos voisins : un patron qui remplace quatre ouvriers par une machine fait quatre chômeurs, et prive la Sécurité sociale de quatre participations. En bonne justice, la part patronale de la Sécurité sociale devrait se baser sur le chiffre d'affaires et non sur le nombre d'ouvriers.

M. P.

Espoir

Depuis 1958 — qui fut un coup d'Etat moral — préparé de longue date, j'ai eu tant de désillusions que maintenant je reprends espoir.

Tant un journal est un moyen d'information puissant.

Avec *Combat socialiste*, l'image de Jean-Jaurès redeviendra plus vivace.

J. P.
Argenteuil

Les jeunes partent...

J'appartiens à la famille des agriculteurs en tant que retraité. L'agriculture se dégrade de jour en jour ; ma commune comptait quatre-vingt-dix planteurs de tabac dans les années 1950 à 1960. Actuellement, vingt et un planteurs, et ce nombre va tomber à une dizaine dans les années à venir. Les jeunes partent et ce sont des retraités de la région parisienne qui viennent acheter, font monter les prix des terrains, et plus d'une municipalité qui est à gauche pourrait passer à droite.

J'aurais beaucoup à vous raconter, mais je souhaiterais que le Parti socialiste étudie en profondeur la question agricole et en partie la question tabacole, car il y va de la vie des agriculteurs dans ces départements, comme le mien, la Dordogne.

Clément ESPINET
Le Vignal - 24370 Carlux

La rose... et les épines

On aurait tort de s'inquiéter :
L'pouvoir d'achat a augmenté !
Et qui l'a dit ?... Mais c'est l'INSEE
Et l'INSEE, vous êt's sûr qu'il sait ?
A entendr' prononcer comm' ça
« Y n'sait » ça veut dire « Y n'sait pas » !
A qui donc se fier pour savoir
S'il a augmenté, ce pouvoir ?
Georges Séguy l'affirme aussi
Et Georg's, tout d'même, y sait c'qu'y dit.
Et Barre, il est d'accord, parbleu ;
Ceyrac aussi : c'est merveilleux !

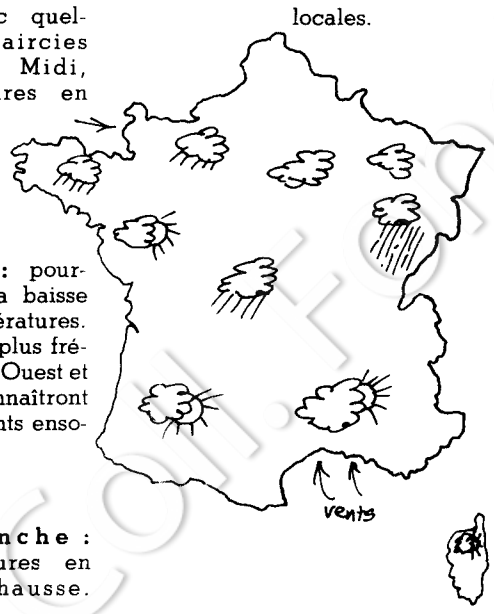
Ne reste plus qu'à vérifier
Si le boucher, le charcutier,
Le crémier, le marchand d'poisson
Sont, eux aussi, à l'unisson ?
C'est en remplissant mon cabas
Que j'ai vu qu'ils ne l'étaient pas.
C'est l'maraîcher qui a conclu :
« Dit's, où est-c' que vous avez vu
Qu'votr'pouvoir d'achat augmentait ?
— Dans les journaux ! — Ah oui, je sais,
Je devrais les lir' plus souvent.
Faut pas m'en vouloir ; j'ai pas l'temps !
Vous comprenez, moi, les journaux,
C'est pour env'lopper mes poireaux ! »

Edmond MEUNIER

Météo — Un week-end maussade

Vendredi : nuageux sur la majeure partie du pays avec quelques éclaircies dans le Midi, températures en baisse.

Pluies et vents sur l'ensemble du pays avec des éclaircies locales.



Samedi : poursuite de la baisse des températures. Eclaircies plus fréquentes. L'Ouest et le Midi connaîtront des moments ensoleillés.

Dimanche : Températures en légère hausse.

Mots croisés

PROBLEME N° 16

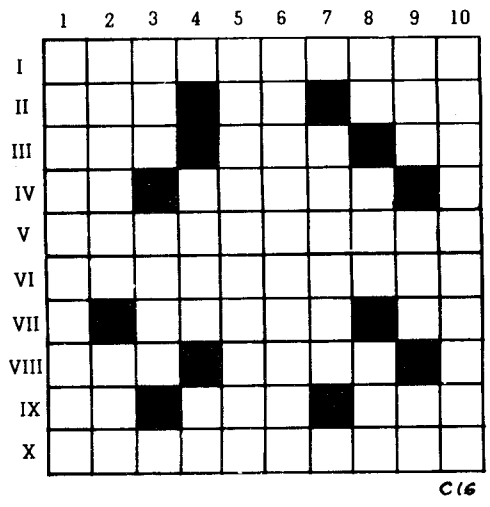
Horizontalement. — I. Se laisse volontiers réchauffer quand il est trempé comme une soupe. — II. Huile d'Orient. Va avec un smoking. Salé. — III. Cœur de Suisse. Donc plus ou moins descriptibles. Cité dans la Bible. — IV. Fait parfois la décision. Mettre fin à toute poursuite. — V. Reçues officiellement. — VI. Une occasion parfois de se creuser la tête, et toujours de se remplir le ventre. — VII. Traité. Laisse le choix. — VIII. Y tomber relève du barbarisme ou de la malchance. Mauvaise passe pour une chanteuse. — IX. Mesure. Encouragement. Ne craint apparemment pas l'asialie. — X. Changent à Hendaye.

Verticalement. — 1. Offre au moins trois emplois, même si cela peut paraître un peu léger. — 2. Fait peut-être œuvre pieuse. Département. — 3. Coule de source. Méprise l'argent. — 4. Un demi pour lui, cela peut paraître insuffisant. Certains y voient un refuge. — 5. Constant. — 6. Vieux courtier. — 7. Pas fous du tout. — 8. Passage des Alpes. A la corde au cou. Est difficile à plaquer. — 9. Ne va plus tout seul, en France du moins. Tendances. Pronom. — 10. Des filles qui ont perdu leur innocence.

SOLUTION DE N° 15

Horizontalement. — I. Montagnard. — II. Egorgeur. — III. Rô. Ennemis. — IV. Voûtée. — V. Eu. Essence. — VI. Iéna. Emier. — VII. Oui. Mess. — VIII. Lot. Transe. — IX. Eperon. Née. — X. Serin. Fers.

Verticalement. — 1. Merveilles. — 2. Ogooué. Ope. — 3. Nô. Noter. — 4. Tréteau. Ri. — 5. Agnès. Iton. — 6. Genèse. RN. — 7. Nue. Emma. — 8. Arménienne. — 9. Cesser. — 10. Dispersées.



C16

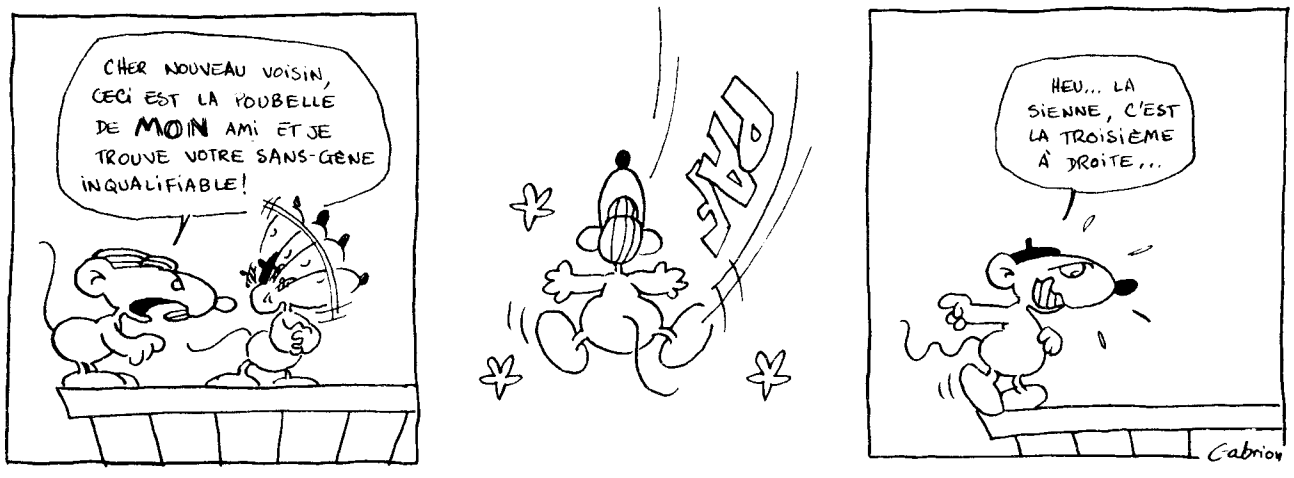
Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Rat-le-bol



LES MAIRES SOCIALISTES ET LA SECURITE

La première sécurité, c'est la liberté

Réunis autour de Pierre Mauroy, les maires socialistes ont dressé le bilan et dénoncé le chômage, première atteinte à la sécurité des personnes.

JEUDI soir, Antenne 2 présentait son émission « Edition spéciale » sur le thème de la sécurité. Ce fut une émission plutôt décevante avec un ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, jouant au jeu des énumérations de chiffres, ce qui lui valut cette réflexion d'un animateur de rue : *« Je regrette d'entendre parler de stand de tir, de gilet pare-balles... c'est de la répression. Il va falloir mettre un policier derrière chaque citoyen... »*

Quant à Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, il était surtout préoccupé de justifier sa loi « Sécurité et Liberté » qui est en réalité, selon la réplique de Charles Hernu : « Sécurité contre Liberté ».

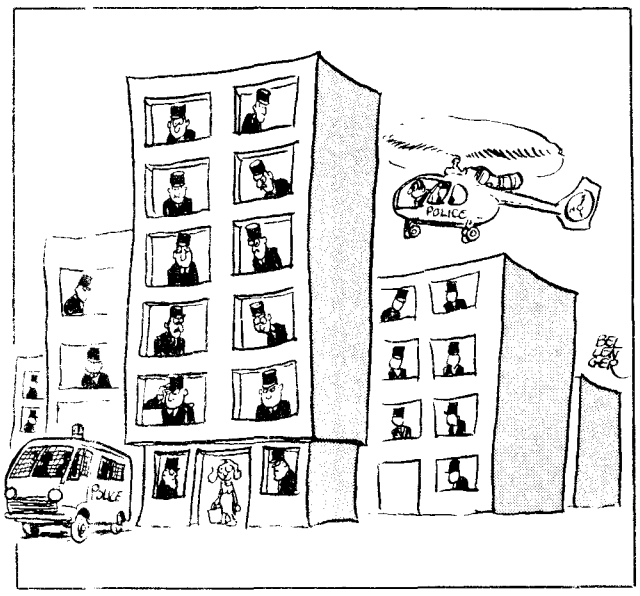
Le matin même ce problème de la sécurité faisait au Palais Bourbon l'objet d'une conférence de presse de la part de plusieurs maires socialistes réunis autour de Pierre Mauroy.

Un problème mal posé

« Poser le problème de la sécurité dans nos villes, c'est poser des questions qui vont bien au-delà des réalités de la délinquance ou de la mission de la police » affirmait le maire de Lille, porte-parole de François Mitterrand. Selon un sondage de la SOFRES, six français sur dix estiment que le gouvernement doit d'abord s'occuper du chômage, un seulement sur dix estime que priorité doit être donnée à la lutte contre la violence et la criminalité.

« Les Français, reprenait Pierre Mauroy, *distinguent bien ce qui les inquiète de ce qui les menace. Ce qui les inquiète, c'est d'être cambriolé ou agressé dans la rue. Ce qui les menace, c'est la politique économique et sociale qu'ils subissent.* Le sentiment « d'insécurité » provient pour une bonne part de l'angoisse devant l'avenir.

Pierre Mauroy donnait ensuite l'ampleur réelle du problème : la sécurité des personnes est d'abord menacée par le chômage, mais il y a aussi 22 000 accidents du travail, 13 000 morts sur les routes, 2 millions de smicards sans ressources suffisantes. La sécurité des biens est tout autant menacée : en sept ans 100 000 faillites d'entreprises, 100 000 exploitations agricoles disparues, inflation rongeant les patrimoines, délinquances économique et financière qui coûte chaque année 3 milliards de francs, sans parler de la fraude fiscale.



Les problèmes sont donc mal posés en ne prenant en compte que la délinquance. *« La droite dit : la première liberté c'est la sécurité. Nous disons au contraire : la première sécurité c'est la liberté ; la deuxième sécurité c'est le droit au travail ; la troisième, c'est la démocratie. »*

Le délit de besoin

Pierre Mauroy proposait quelques orientations : que les tâches administratives (cartes d'identité, passeports) soient assurées par l'administration, et non par la police, comme c'est déjà le cas à Lille ; qu'il y ait une nouvelle répartition des fonctions de police. Les problèmes de circulation et de parking devant relever du maire. Par contre il faut une véritable police judiciaire qui puisse véritablement enregistrer les plaintes et faire les enquêtes nécessaires. De plus le maire doit pouvoir être informé des activités de la police dans sa ville, ce que soulignait également Edmond Hervé, maire de Rennes.

Chaque maire apportait d'ailleurs son témoignage à l'appui des propositions de Pierre Mauroy.

A Marseille (G. Defferre) la police a qualifié un nouveau délit : le délit de besoin, lié au chômage. A Grenoble (H. Dubedout) les îlotiers permettent de garder un vrai contact avec le quartier, avec les jeunes afin que ceux-ci ne soient plus victimes du « délit de sale gueule », ni des « opérations coup de poing » qui annulent tous les efforts des éducateurs.

Françoise Gaspard (Dreux) notait le contraste entre les effectifs de police disponibles pour les voyages de ministres, et ceux dont on dispose pour la protection des personnes. Elle dénonçait également la mort des villes le soir par manque de sécurité.

Au Pré-Saint-Gervais — dont Marcel Debarge est maire — il n'y a qu'une voiture d'intervention pour 128 000 habitants. Dans les Hauts-de-Seine la protection des personnalités passe avant celle de la population.

Charles Hernu (Villeurbanne) signalait qu'à Lyon on compte plus de policiers pour l'Ouest bourgeois que pour l'Est populaire où il n'y a que 1,8 policier pour 1 000 habitants. Il rappelait également l'exigence socialiste d'une indemnisation des victimes. Alain Richard (Saint-Ouen-l'Aumône) rappelait le rapport officiel selon lequel 12 000 agents en tenue étaient employés à des tâches sans rapport avec la sécurité.

Tous ces problèmes, comme le signalait Jean-Pierre Chevènement, feront l'objet d'une conférence nationale du Parti socialiste, le 29 mars prochain, sur le thème « des Hommes libres dans une société sûre ».

Ph. LERAY

De gauche à droite

Sondages : 50-50

Selon une enquête Indice-Opinion/*le Quotidien de Paris* et une autre, Sofres/*le Figaro,* François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing seraient à égalité pour le second tour de l'élection présidentielle : 50-50.

Chirac entend mal

Jacques Chirac a déclaré à la Martinique *« qu'il avait enregistré avec une certaine satisfaction la déclaration du président de la République qui, le cas échéant, voterait pour lui au second tour ».* Quant à lui, il déclare ne pouvoir prendre dès maintenant position car il *« ne connaît pas encore les propositions de Valéry Giscard d'Estaing ».* Le candidat gaulliste est-il frappé d'une soudaine surdité ? N'a-t-il pas entendu l'appel du président aux femmes, aux jeunes et à tous ceux qui sont contents de lui ? Jacques Chirac va-t-il être illuminé par le candidat Giscard et attend-il des propositions qui lui permettront de voter pour lui au second tour ?

De qui se moque Jacques Chirac ? Un pas à gauche, un pas à droite, pour finalement aller tout droit derrière le candidat du juste milieu.

C. P.

• **Lionel Jospin,** revenant sur les diamants de Bokassa, a déclaré aux Lilas (93) : *« Giscard nous parle de tailleries de diamants de Bangui comme si chacun d'entre nous avait l'habitude d'y aller. La question fondamentale n'a pas été posée. Comment se fait-il que Giscard ait eu des relations amicales avec le dictateur sanguinaire ? »*

• **Bernard Stasi** (CDS) invite les élus centristes à parrainer la candidature écologiste de Brice Lalonde.

• **Georges Marchais,** qui estime que le fait de ne pas avoir été cité par Valéry Giscard d'Estaing constitue la meilleure preuve qu'il est le candidat anti-Giscard, a fustigé le refus du candidat sortant de le rencontrer à la télévision : *« Ce forfait est une confirmation de la solidité des propositions communistes. »*

• **Coluche** reproche à Jean-Pierre Elkabbach, responsable de l'information à Antenne 2, de l'interdire d'antenne.

• **Majoration des salaires** aux Charbonnages de France. Les salaires de base aux Charbonnages de France sont majorés de 2 % à compter du 1er février 1981.

• **Prix : + 2 % en février selon la CGT.** La hausse des prix de détail a atteint, selon la CGT, 2 % en février, soit une augmentation de 15,6 % par rapport à février 1980.

Michel Rocard dans le Midi

«Renvoyer Giscard, c'est une raison de moralité publique»

MICHEL ROCARD qui parcourait le Midi pendant toute la fin de la semaine a fait un discours particulièrement virulent jeudi soir à Marseille. Il a notamment déclaré : *« La première raison de convier Giscard d'Estaing à d'autres travaux que ceux qui sont les siens aujourd'hui est une raison de moralité publique. »*

« Quand depuis deux ou trois ans les observateurs constatent que le taux de mortalité augmente dans la population ministérielle, sans que la police ne trouve aucun coupable ni n'explique rien. Quand on est légitimement appelé à s'interroger sur la dévolution des cadeaux reçus par des personnes publiques dans l'exercice de leur fonction. Quand on voit poursuivre par le pouvoir un journal qui le critique. C'est une besogne de salubrité que de changer l'équipe au pouvoir... Car les hommes au pouvoir n'ont d'autre ambition que de conserver leur propre pouvoir. »

Michel Rocard a conclu en disant : *« Le véritable désordre, c'est Valéry Giscard d'Estaing reconduit. C'est le désordre du chômage, c'est le désordre de la désespérance régionale, le désordre de l'insécurité. »*

• **Le second tour** de l'élection cantonale partielle d'Orgelet opposera J. Michel (PS), arrivé en tête, à P. Burdy (Maj. prés.) Si J. Michel l'emporte, la gauche et la droite se trouveront à égalité au conseil général du Jura.

Spécial P.S.

Réunions publiques

• **Samedi 14 mars.** Michel Rocard à Cannes (18 heures).

• **Dimanche 15 mars.** Pierre Mauroy à Calonne-Ricouart (16 heures), à la Buissière (17 h 30) ; Edwige Avice à Epernay (Marne).

• **Lundi 16 mars.** Manifestation devant la section d'entreprise URSSAF (Montreuil) ; Alain Busnel à Massy-Palaiseau ; Michel Rocard à Mantes (Yvelines) à 20 h 30 ; François Mitterrand à Orléans puis à Chartres.

Débats et colloques

• **Samedi 14 mars.** Colloque « Aménagement du territoire » avec la participation de Michel Pezet et Christian Nucci, à l'Assemblée nationale, 128, rue de l'Université, au troisième bureau.

• A Nancy-Tombelaine une journée d'animation non-stop sur le thème « Femmes et socialisme ». Trois forums seront proposés : « Femmes et famille », « Femmes et emploi », « Femmes et cité » ; ils seront animés par Edwige Avice, Denise Cacheux, Yvette Fuillet, Marie-Claude Vayssade, des parlementaires européennes allemandes. Trois films seront projetés.

• **Dimanche 15 mars.** Inauguration à 10 h 30 du centre sportif Marie-Thérèse Eyquem, par François Mitterrand, à Montgeron.

• A l'Agora d'Evry, une journée sur le thème « Du centenaire de l'école primaire à l'éducation de demain ».

- 9 h 30 : Commencement de trois carrefours : « Bilan des cent ans de l'école publique », « Bilan de la dégradation de l'école publique pendant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing », « Les tâches éducatives pour l'école de demain » ;

- 11 h 30 : François Mitterrand inaugurera un mail ;

- 14 h 30 : Grand rassemblement public des enseignants et des usagers de l'école pour le soutien du candidat socialiste aux élections présidentielles, avec la participation de Lionel Jospin, Louis Mexandeau, Pierre Noë, Claude Germon, Claude Jeanlin, Christian Lorridant, Jacques Guyard ;

Divers

• **Samedi 14 mars.** Lionel Jospin à la Fête de la Rose de Grenoble.

• **Lundi 16 mars.** François Mitterrand à l'émission « Cartes sur table » sur Antenne 2.

• **Le tribunal de commerce de Belfort** a prononcé la cessation d'activité de l'entreprise Grandjean-Gluntz, sous-traitante de Peugeot, à Telie (Territoire de Belfort). Les 73 salariés, qui occupent leur usine depuis quinze jours, devraient être licenciés prochainement. Une solution de reprise est à l'étude, mais avec seulement 40 réembauches.

François Mitterrand rencontre les Parisiens

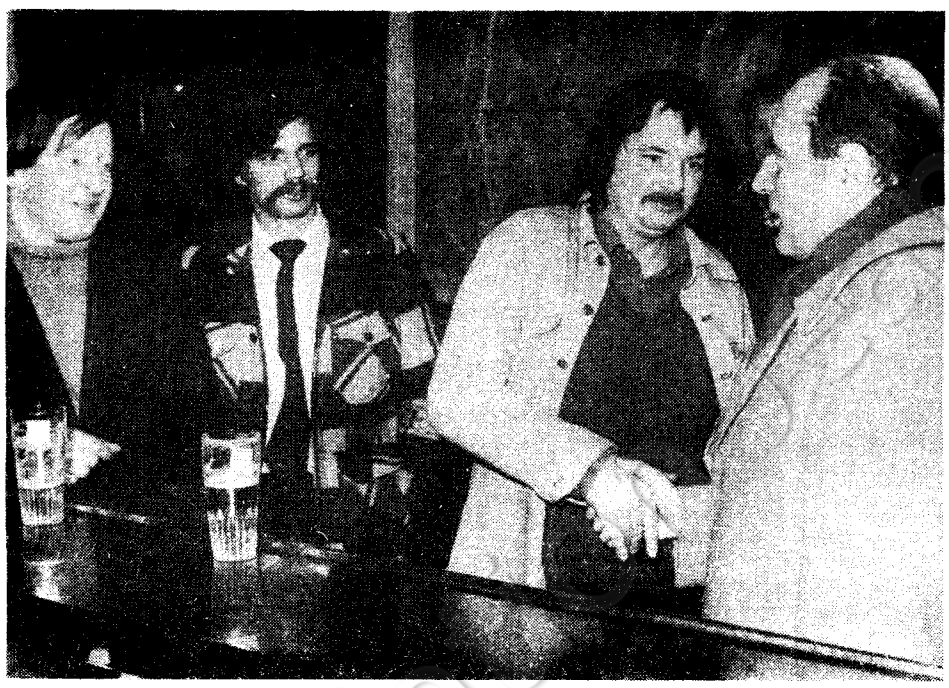
Dans la ville la plus chère du monde, François Mitterrand prendra la mesure, à travers quatre dossiers clés, de la gestion de Jacques Chirac en faveur des privilégiés.

Entre 15 heures et 19 heures, vendredi 13 mars, François Mitterrand devait rencontrer les Parisiens dans quatre points de la capitale et discuter avec eux des problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, dans leur travail, dans leur logement, dans leurs loisirs. A la Cité fleurie, avec Paul Quilès, député de l'arrondissement, ce sont les artistes qui l'attendent. Dans le XIe, avec Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, ce sont les petits artisans du faubourg Saint-Antoine. Dans le XXe, avec Michel Charzat, il se rendra à l'association Le Relais fréquentée à 80 % par des immigrés et, dans le XVIIIe, avec les élus locaux Bertrand Delanoé, Claude Estier, Daniel Vaillant et Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, il traitera du problème du logement.

IL fut un temps où l'ambition de tout jeune Français, frais émoulu de l'école, artiste ou sans travail, rêvait de monter à Paris pour y conquérir la gloire, faire fortune, ou tout simplement trouver un emploi. Paris était une ville vivante, où tous les métiers étaient représentés, ainsi que toutes les catégories sociales.

Au cœur de la renaissance

Aujourd'hui, plus rien de semblable. Dans les vingt dernières années, Paris s'est vidé en masse de sa population ouvrière, en même temps que les emplois disparaissaient, (30 000 emplois perdus chaque année, entre 1972 et 1977, avec une chute brutale dans l'industrie et le bâtiment), pour laisser la place aux bureaux et aux logements de standing. Résultat : les Parisiens, ceux qui ont pu rester, ne trouvent que difficilement du travail, et les loyers atteignent aujourd'hui des montants exorbitants. La responsabilité de cette situation incombe directement à la politique mise en œuvre par la droite – et en particulier à celle de Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac.



François Mitterrand lors d'une précédente rencontre avec les Parisiens. (Photo Pascal Lebrun)

La réindustrialisation de Paris est l'un des objectifs essentiels de l'action des conseillers socialistes à Paris. Développer les petites unités de production et réanimer l'artisanat, renouant ainsi avec une histoire ancienne que l'histoire récente a vidé de contenu, est au cœur de la renaissance de la capitale. Des raisons économiques et sociologiques y conduisent, pour que Paris cesse enfin d'être une ville de riches, distillant une culture élitiste et « parisianiste ».

Flambée des prix

Le logement constitue le deuxième axe d'action. Jacques Chirac n'a en réalité fait construire aucune habitation à loyer modéré (HLM), se contentant de poursuivre un programme prévu avant son arrivée à la mairie de Paris. Les loyers ont continué d'augmenter et la politique de réhabilitation n'a été que l'occasion d'une flambée des prix sans précédent (les socialistes ont une autre conception de la politique du logement à Paris ; cf. p. 5).

Paris, qui devient la ville aux mille ghettos, où on enferme l'enfant, le jeune, les personnes âgées, les mères de famille, les travailleurs immigrés. Pour ces derniers, par exemple, rien n'est fait ni au niveau de l'accueil, ni au niveau de l'intégration. Essentiellement regroupés dans les arrondissements populaires de Paris (XVIIIe, XIXe, XXe), ils sont isolés et rassemblés dans les trente-trois foyers que compte la capitale, comme l'explique, dans l'encadré ci-dessous, le directeur de l'association Le Relais, installée au cœur de Ménilmontant, et qui se consacre à une meilleure insertion des travailleurs immigrés dans le quartier.

G. T.

Au «Relais», Français et immigrés ensemble

L'ASSOCIATION Le Relais, du quartier de Ménilmontant, est un centre social fréquenté à 80 % par des immigrés. Cette association existe depuis six ans, elle est dirigée à la fois par des immigrés et des Français. C'est un centre d'animation qui a pour but d'insérer les immigrés dans le quartier en facilitant les contacts et en permettant une meilleure connaissance des cultures réciproques. Des cours d'alphabétisation en français et en arabe sont organisés, des projections de films, des cours de couture et de cuisine, des fêtes.

L'originalité de cette association est due à l'importante fréquentation des femmes maghrébines et africaines et de leurs enfants, ainsi qu'à l'intérêt porté par les Français du quartier aux manifestations. Le directeur du centre précise notamment que des fêtes familiales telles que des « fiançailles algériennes et des baptêmes français ont eu lieu dans un climat de totale compréhension ».

S'il est difficile de résoudre tous les problèmes que pose l'immigration, cette association de quartier tente d'en résoudre au moins un, essentiel, la vie en commun.

C. P.

«Le pouvoir régional, pour quoi faire?»

Un colloque socialiste sur l'aménagement du territoire

Le samedi 14 mars se tient au siège du Parti socialiste, 10, rue de Solférino, à Paris, un colloque sur l'aménagement du territoire.

CETTE journée de réflexion est organisée autour de deux thèmes : « Le pouvoir régional, pour quoi faire ? » et « Un projet socialiste d'aménagement du territoire ». Elle a été préparée par Michel Pezet, secrétaire national à l'Environnement et à l'Urbanisme, et Christian Nucci, délégué national à l'Aménagement du territoire. Avec le « pouvoir régional » c'est le problème de la décentralisation et de la régionalisation qui est posé. Il doit être l'un des thèmes majeurs de la campagne de François Mitterrand qui, d'ailleurs, doit en parler le même jour en Bretagne, à Saint-Malo, Saint-Brieuc et Lorient. Le colloque étudiera les différentes politiques pratiquées par les conseils régionaux en matière d'aménagement du territoire.

Pour les socialistes, il s'agit de *« contribuer par un meilleur aménagement à accroître l'égalité en matière d'emploi, de revenus et de patrimoine, de condition de vie et de chance d'avenir ; accroître l'apport de chaque région au développement de la nation entière ; accroître le pouvoir des citoyens sur leur environnement... »*

Or la politique du gouvernement fait que le chômage s'étend partout. Des régions entières se paupérisent. La centralisation et l'arbitraire font que tout ce décide en dehors des gens concernés. De plus le coût de marché des sols devient prohibitif.

La nouvelle politique doit donc s'attacher à *« développer toutes les régions dans le respect de leur diversité ; à décentraliser les pouvoirs, notamment par la transformation des établissements publics régionaux en véritable collectivité majeure ; à gérer l'espace par une meilleure maîtrise sociale de ses usages »*.

Ph. L.

BREF

• **Plusieurs syndicats** (Syndicat de la magistrature, FASP et SNAPC) ont estimé que le débat organisé jeudi soir, par Antenne 2 et Europe 1, était détourné de son véritable objectif puisque les principaux acteurs sur le terrain ne pouvaient se faire entendre.

• **L'attentat** commis mercredi 11 mars devant la trésorerie principale d'Auxerre (Yonne) a été revendiqué par un correspondant anonyme se réclamant du FLNC.

Trois étapes bretonnes pour le candidat socialiste

La Bretagne va recevoir le samedi 14 mars la visite de François Mitterrand, qui doit se rendre successivement à Saint-Malo, Saint-Brieuc et Lorient.

DANS la ville des corsaires, le candidat du Parti socialiste arrivera vers 10 h 30 pour inaugurer une grande exposition sur l'emploi et sur les réalisations de la municipalité, socialiste depuis 1977.

Le maire, Louis Chopier, entend mettre l'accent sur la coopération intercommunale à laquelle il attache beaucoup d'importance.

L'arrondissement connaît un grave problème de l'emploi puisqu'il compte 4607 chômeurs, dont 1 551 pour la ville de Saint-Malo, soit un taux de 10,22 % sur l'arrondissement, et de 9,22 % sur la ville.

Deux chômeurs sur trois se situent hors de Saint-Malo, mais 30 % des travailleurs de Saint-Malo résident hors de la commune. Ce qui prouve l'échec de l'aménagement du territoire car la vie s'arrête dans les zones rurales. Les activités n'ont d'ailleurs tendance à se développer qu'au long de la voie ferrée Saint-Malo-Rennes.

Côtes-du-Nord

La seconde étape de François Mitterrand sera Saint-Brieuc où il doit inaugurer une « Maison des communes », initiative du Conseil général dont le président socialiste est Charles Josselin. Il sera là dans le seul département de l'Ouest qui lui donna la majorité de ses voix en 1974. Là aussi, les problèmes sont nombreux : plus de 15 000 chômeurs, agriculteurs pénalisés par la politique européenne actuelle, charte culturelle très insuffisante. De plus, une épidémie de fièvre aphteuse vient d'obliger à abattre des milliers de porcs et bovins. François Mitterrand ne quittera pas les Côtes-du-Nord, où il aura été reçu à la mairie de Saint-Brieuc par son maire socialiste, Yves Le Foll, sans rencontrer des représentants des communes frappées par les marées noires successives.

Il sera attendu vers 16 heures à Lorient (Morbihan), second port de pêche français. Il participera à la séance de clôture de la convention du BREIS (Bureau régional d'études et d'information socialistes). Les conclusions de cette convention feront l'objet d'un « manifeste régional » publié à 40 000 exemplaires, donnant un éclairage régional à la politique du Parti socialiste en matière d'aménagement, de développement et d'épanouissement culturel.

François Mitterrand sera ensuite reçu à l'hôtel de ville par Jean Lagarde, maire d'une ville où les problèmes de l'emploi sont importants (1 travailleur sur 10 au chômage), notamment ceux de la pêche, le conflit de l'été dernier étant loin d'avoir été résolu par l'Etat. Par ailleurs des centaines d'emplois sont encore menacés, notamment à la SBFM, filiale de Renault, et aux Ateliers centraux des PTT, sans parler de la désertification de la zone rurale environnante.

PH. LERAY

Le logement à Paris: la loi de la jungle

SE loger à Paris relève de plus en plus de la gageure. La libération des loyers qui devait assainir le marché en incitant les promoteurs à construire n'a fait qu'aggraver la situation : les loyers se sont envolés et la construction a chuté.

Un loyer de 3 000 à 4 500 F pour un quatre pièces dans Paris intra-muros est aujourd'hui considéré comme « normal ». De même qu'un studio dans le quartier de la gare Saint-Lazare pour 2 500 F...

Aller à la recherche d'un logement implique un formidable capital d'énergie, une disponibilité totale... et des revenus réguliers. Le parcours du combattant du candidat à un logement locatif commence à 8 heures du matin par la lecture du *Figaro* et se passe toute la journée en coups de téléphone, visites, discussions avec le représentant de l'agence, toujours muni d'un double-mètre, afin de vérifier la superficie, les cinquante mètres carrés annoncés se révélant souvent être quarante-trois mètres carrés réels. On voit ainsi des couples passer six à sept mois avant d'arriver à leurs fins.

La part qu'ils vont consacrer à leur loyer représentera souvent 30 à 35 % de leurs revenus, alors que ce pourcentage était de 20 % il y a dix ans.



Paris devient de moins en moins accessible aux candidats aux logements disposant de revenus moyens. (Photo Pascal Lebrun)

Autre motif de découragement : les inégalités de loyers, dues à l'existence de logements placés sous la loi de 1948, à côté d'appartements aux loyers libérés. Il arrive que le montant des loyers de deux appartements situés dans le même immeuble varie du simple au double.

Quant aux candidats à l'achat, le marché leur est pratiquement fermé. Le nombre d'appartements neufs disponibles à Paris est passé, de 1979 à 1980, de 20 000 à 2 000 et les prix ont atteint des sommes astronomiques : de 8 500 à 12 000 F le mètre carré. Qui peut encore acheter à ce prix ?

Trente-cinq ans après la Libération, le fichier des mal logés compte encore 81 000 inscrits, dont 28 000 prioritaires.

Or, dans les quelque 125 000 HLM de Paris, le taux de rotation des locataires est très faible. Et dans les HLM neuves construites à Paris de 1975 à 1979, on n'a réussi à loger que 4 925 familles prioritaires.

Alors qu'il faudrait construire 65 000 logements par an dans la région parisienne (dont 15 000 dans Paris), on en a construit, de janvier à novembre 1980, 40 000 seulement dont 20 000 aidés. Paris est devenu inaccessible aux personnes disposant de revenus moyens, qui en sont réduits à habiter en banlieue et à user leur temps et leur énergie dans les transports en commun ou dans leur voiture.

Quel gâchis !

G. F.

Quelques propositions du PS

DANS une brochure, Rendre l'espérance aux Parisiens (1), la Fédération de Paris du Parti socialiste fait un certain nombre de propositions :

— enrayer la dépopulation en construisant davantage ;

— maintenir une population diversifiée en augmentant la part du logement social ;

— exiger que soit modifiée une législation qui fait la part trop belle aux propriétaires ;

— établir une réglementation et une moralisation des rapports entre locataires et propriétaires ;

— augmenter considérablement les fonds de la ville de Paris consacrés au droit de préemption ;

— négocier la cession de terrains appartenant à l'Etat et dont la présence ne se justifie pas sous cette forme (prison de la Santé, casernes, etc.) ;

— attribuer exclusivement sur critères sociaux des logements sociaux et réviser des situations indues ;

— créer un service municipal destiné à se substituer aux agences immobilières pour ce qui concerne la location.

(1) Disponible à la Fédération de Paris du PS, 31, rue Ballu, 75009 Paris. Tél. 280.64.40.

Train plus cher

Une augmentation des tarifs voyageurs de la SNCF pourrait intervenir d'ici à la fin du mois de mars, il ne manquerait plus que l'accord des ministères de l'Economie et des Transports. René Monory a indiqué que le « dossier était à l'étude ».

A l'exception des tarifs de la banlieue parisienne, liés à ceux de la RATP et qui sont traditionnellement relevés en juillet chaque année, ceux de la SNCF augmenteraient en deux temps pour ne pas trop mécontenter les usagers avant les élections. La SNCF a déjà demandé l'autorisation de relever ses tarifs de 13,2 % à partir du 1er janvier dernier mais le gouvernement s'y était opposé.

BREF

• **Les grévistes de l'imprimerie Selis** de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) ont repris normalement leur travail, jeudi 12 mars, un accord ayant été passé avec la direction concernant le paiement des salaires de février (*Combat socialiste* du 12 mars). Des négociations se poursuivent portant sur l'avenir de l'entreprise qui imprime de nombreuses publications communistes de l'Ile-de-France.

• **Journée d'action des cadres CGT de la métallurgie** le 1er avril. Les cadres, ingénieurs et techniciens CGT de la métallurgie appellent à une journée nationale d'action le 1er avril. Elle sera marquée par des débrayages et l'envoi de délégations auprès des chambres patronales. Les revendications portent sur les salaires, les classifications et l'emploi.

• **Nouveau sursis** pour la Chapelle-Darblay. Le tribunal de Rouen a décidé, mardi 10 mars, la prolongation de l'exploitation de la papeterie Chapelle-Darblay (2 500 salariés) pour trois mois supplémentaires.

• **Hausse de 10 % des salaires** des personnels des cliniques privées. L'Union hospitalière privée annonce qu'elle vient de signer avec les syndicats de salariés (CFDT, CFTC, FO et CGC) un avenant à sa convention collective prévoyant un relèvement de 10 % des salaires à compter du 1er mars.

• **La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT** appelle les salariés de l'électromécanique à participer à une semaine d'action du 16 au 20 mars pour la défense de l'emploi et le développement du potentiel industriel de cette branche. Des arrêts de travail devraient avoir lieu le 19 mars.

• **Nouveaux licenciements chez Nestlé.** Selon un communiqué de la CFDT, le groupe Nestlé annonce la fermeture, pour le 30 juin 1982, de l'usine SITPA de Braine (Aisne) et la suppression de 220 emplois. De son côté, la société Claudel licencie 246 salariés, dont 65 à Vil-

• **Deux périodes de chômage technique** ont été décidées à l'entreprise Eaton de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui fabriquent des boîtes de vitesses pour poids lourds. Ces périodes interviendront du 16 au 27 mars et du 21 au 30 avril prochains

Veto du gouvernement pour les mines de Ladrecht

André Giraud, ministre de l'Industrie, a redit son opposition à l'ouverture de la mine de charbon de Ladrecht, dans les Cévennes.

Cette mine, située près d'Alès, est au cœur du débat qui oppose la CGT à la politique charbonnière du gouvernement. Ayant évalué qu'elle recelait quelque 8 millions de tonnes d'anthracite de bonne qualité, la CGT a fait de sa réouverture le symbole de sa volonté de redonner au charbon français une nouvelle place. Les Charbonnages de France, estimant les ressources de ce gisement à 2 millions de tonnes seulement, s'opposent à son exploitation arguant de son coût trop élevé.

Par ailleurs, à propos de la construction d'une centrale nucléaire à Fleury-d'Aude, André Giraud a précisé que le projet n'en était qu'au stade des études, actuellement menées par EDF, et que les élus locaux seraient consultés. Merci !

Augmentation des tarifs des visites médicales le 1er avril

En attendant une hausse encore plus importante en juin prochain dans le cadre de la nouvelle convention, les tarifs des visites médicales doivent être relevés à compter du 1er avril.

Il était prévu que la visite du généraliste, actuellement de 60 F, et celle du spécialiste, 78 F, soient l'une et l'autre augmentées de 3 F. Mais des discussions se poursuivent entre les syndicats de médecins et la Caisse nationale d'assurance-maladie sur un ajustement supérieur.

• **Une vingtaine des cinquante salariés** de l'Institution des retraites des industries de l'habillement (IRIHA) poursuivent depuis une semaine une grève avec occupation de leurs locaux, rue d'Uzès, à Paris, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT. Ils protestent contre la décision de la commission paritaire de n'accorder aucune augmentation de salaire pendant le premier trimestre 1981.

• **Un million d'indemnité** pour un licenciement non fondé, telle est la somme que son ex-employeur devra verser à Jacques Galland, ancien secrétaire général du comité Bourgogne expansion.

• **Les ouvrières de Saint-Joseph** qui occupent leur entreprise depuis quatre ans vont organiser, le 27 mars, une présentation de la collection d'été sous un chapiteau à Bordeaux. La veille, une réunion avec le comité d'expansion régional d'Aquitaine pourrait déboucher sur une reprise des activités de cette entreprise de confection.

• **La commission de Bruxelles** vient d'autoriser la France à suspendre jusqu'au 30 septembre les importations de jouets — à l'exclusion des moteurs et des pièces de rechange — venant de Hong Kong afin de protéger l'industrie française du jouet.

• **Trois constructeurs français** ont fait saisir, à l'ouverture du Salon des arts ménagers qui se tient actuellement à Paris, des copies en provenance de Taïwan de modèles déposés de poêles à charbon et de cocottes en fonte.

Grève pour les 35 heures aux Ateliers centraux des PTT

LE personnel des Ateliers centraux des PTT à Lannester (Morbihan) a cessé massivement le travail, mardi 10 mars. Il réclame la réduction à 35 heures du temps de travail. C'est ce qu'indique l'intersyndicale CGT-CFDT.

Si cette revendication était satisfaite, elle pourrait conduire, selon les syndicats, à l'embauche de 90 personnes ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents des ateliers. Les Ateliers centraux s'occupent de l'entretien du matériel PTT. Le groupe socialiste d'entreprise (GSE) du Morbihan, qui soutient les salariés dans leur conflit, précise qu'en deux ans les ateliers de Lannester ont perdu près de 10 % de leurs effectifs. Ils emploient aujourd'hui 75 agents. Ils dénoncent la volonté d'abandon du service public par le pouvoir en place. Les ateliers disposent d'un outil de travail moderne et compétitif et d'un personnel qualifié. La modernisation des industries téléphoniques a réduit le plan de charge des ateliers.

« *C'est un fait,* remarque le GSE, *mais l'administration des PTT ne nous fera pas croire qu'elle est incapable de trouver du travail aux Ateliers centraux dans le volume et la diversité des matériels dont elle a besoin pour le fonctionnement de ses services.* »

RATP : sanctions contre les grévistes

La direction de la RATP va prendre des sanctions contre les conducteurs d'autobus qui ont « détourné » une soixantaine de véhicules pour bloquer la circulation lors de la manifestation qui s'est déroulée à Paris, jeudi 12 mars.

Organisée par la CFDT et la CGT, celle-ci avait pour objet de sensibiliser l'opinion sur les questions de sécurité tant pour les usagers que pour les machinistes et d'exiger la présence de deux agents à bord, après 21 heures. Ils ont obtenu l'installation de cabines de protection et des systèmes d'alarme à bord de six cents bus, mais le problème des effectifs est toujours en suspens. Les machinistes grévistes risquent trois jours de mise à pied.

Un commando du PC intervient dans une agence d'intérim

Une trentaine de militants du Parti communiste se sont emparés, mercredi 11 mars, du fichier de l'agence Bis de travail intérimaire, à Saint-Quentin (Aisne).

Dénonçant dans un tract *« les négriers de l'intérim »*, les militants communistes ont annoncé leur intention *« d'étudier »* les 1 500 fiches et dossiers clients de l'entreprise pour démontrer que des possibilités d'emploi existent à Saint-Quentin. Daniel Le Meur, maire communiste de la ville et membre du comité central du PCF, a publiquement approuvé *« ce genre d'action »*.

• **Les 260 salariés** des établissements Weiler de Lorquin (Moselle), spécialisés dans les meubles de cuisine, sont venus, mercredi 11 mars, à Paris, à l'appel de la CFDT, pour présenter au ministère de l'Industrie un plan de sauvetage de leur usine, dont 150 ouvriers sont menacés de licenciement.

• **Des débrayages** affectent depuis plus de quinze jours les établissements Legrand à Limoges (appareils électriques — 2 000 personnes). Les revendications portent principalement sur la reconduction pour 1981 de l'accord salarial signé en 1976, la cinquième semaine de congés et la suppression du travail aux pièces.

• **Les pharmacies mutualistes** connaissent une situation difficile. Aussi la Fédération nationale de la mutualité française et la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ont-elles décidé de réduire, à compter du 1er avril, le taux de ristourne de 5 à 2,5 % calculée sur les remboursements pharmaceutiques.

• **Menaces de fermeture** de l'usine SITRACO de Pinon (Aisne). En règlement judiciaire depuis le 3 mars dernier, l'entreprise SITRACO (menuiserie et façades légères en aluminium) doit être reprise par une filiale du groupe Sacilor avec un plan de licenciements d'une centaine de personnes et sous réserve d'un accord bancaire. Devant le refus de la Société générale de donner son accord, ce sont les 480 salariés de la société qui risquent de perdre leur emploi.

• **Les syndicats CGT et CFDT** des mines de fer de Lorraine ont décidé d'appeler l'ensemble des 4 300 derniers salariés de la corporation à une grève générale à partir du 17 mars prochain. Le mouvement est destiné à obtenir des négociations, avec les pouvoirs publics et le patronat, *« contre la liquidation du bassin ferrifère »* où 900 nouvelles suppressions d'emplois sont prévues en 1981, et *« pour la garantie de l'emploi »*.

Les entreprises victimes des consignes électorales!

LES entreprises vont être les victimes des consignes électorales données par la direction des impôts à leurs troupes. C'est ce qu'affirment dans un tract commun les sections syndicales CGT, SNUI (Syndicat national unifié des impôts), FO et CFDT des trois directions des vérifications de l'Ile-de-France (voir *Combat socialiste* du 7 mars). En retardant les notifications jusqu'au lendemain de la présidentielle, le gouvernement porte préjudice aux entreprises. N'est-ce pas la date de réception de la notification qui est « le point d'arrêt aux pénalités de retard ».

Conséquence : les entreprises concernées verront leurs redressements majorés.

L'intersyndicale demande aux agents de ne pas appliquer les consignes orales et de poursuivre leur travail normalement.

François Mitterrand au Salon de l'agriculture



FRANÇOIS MITTERRAND a visité, jeudi 12 mars, le Salon de l'agriculture qui se tient actuellement à Paris. *« Il faut changer de politique pour que le revenu des agriculteurs soit garanti »*, a déclaré le candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Le député de la Nièvre, qui s'est à nouveau prononcé pour une augmentation des prix agricoles de 15 % pour la prochaine campagne, a indiqué que les propositions adoptées récemment par son parti, *« et qui prévoient notamment des prix garantis pour des quantités données et des offices comme celui du blé en 1936, sont de nature à réguler les marchés, éviter la spéculation et préserver le potentiel de l'agriculture française. »* (Photo Pascal Lebrun)

Les Dalton taillent dans le vif

LA curée de l'ex-empire Boussac par les quatre frères Willot se poursuit désormais au grand jour. La direction du groupe Boussac-Saint Frères a en effet confirmé, jeudi 12 mars, à Wambrechies (Nord), lors d'une réunion du comité central d'entreprise, son intention de procéder à près de 1 000 suppressions d'emplois. Plus de 80 % seraient des départs en retraite anticipée à cinquante-cinq ans.

Une seule usine, les tissages de Dinsheim (Vosges) devrait fermer, mais, indique la direction, cette fermeture *« ne devrait pas avoir d'incidence sur l'emploi »*. Aucune précision par contre sur les autres usines du groupe qui compte aujourd'hui 22 000 salariés contre 25 000 en juin 1980.

Il a simplement été signifié aux syndicats que les usines Saint Frères, Bacherie, Belle Jardinière de Calais et Flines-les-Raches (Pas-de-Calais), Laurent à Roncq (Nord), Peaudouce, Jalla, les tentes Raclet, la Manufacture française des tapis et Carmichael ne seraient pas touchés par les suppressions d'emplois.

Le 2 avril, se tiendra à Wambrechies une réunion de consultation du comité central d'entreprise au cours de laquelle la direction précisera la liste des usines concernées par les mesures de restructuration.

Ces mesures, déterminées au niveau de chaque unité la semaine prochaine, devraient être définitives le 14 avril.

Les départs en retraite anticipée et les licenciements interviendraient en août prochain. Et bien que les Willot affirment que ces mesures ne fassent pas partie d'un plan de suppressions d'emplois plus important, les syndicats restent méfiants. Ils s'attendent à de nouveaux licenciements *« après l'élection présidentielle »* si Giscard d'Estaing est réélu.

Faut dire en effet que les « Dalton » du textile ne sont plus à une promesse près. N'avaient-ils pas promis, en 1978, de garantir l'emploi dans le groupe Boussac ? Or, en un peu plus de deux ans, les Willot ont vendu les immeubles et supprimé quelque 6000 emplois.

J.-P. G.

Les dactylos-codeuses gagnent leur autonomie

Après soixante-quatre jours de grève, les dactylos-codeuses du centre de saisie de l'INSEE, à Nantes, ont repris le travail vendredi 13 mars. Elles auront gagné la suppression du contrôle individuel par le système informatique et le droit de gérer elles-mêmes les temps de pause supplémentaires qui leur sont accordés.

Les dactylos-codeuses du centre de saisie de l'INSEE, à Nantes, ont repris le travail vendredi 13 mars, après soixante-quatre jours de grève. Elles ont accepté le 12 mars les propositions qui avaient été négociées la veille à Paris par leurs représentants (voir *Combat socialiste* du 25 février et du 7 mars). Les dactylos-codeuses demandaient quarante-cinq minutes de pause supplémentaires pour pallier la fatigue occasionnée par un nouveau type de console électronique.

L'accord reprend les quatre propositions — certaines étant améliorées — que la direction leur avait enjoint d'accepter le 5 mars sans les discuter. Au bout du compte, les employées de la saisie auront obtenu la liberté de décider elles-mêmes le moment où la fatigue se fera sentir devant les écrans. Elles pourront prendre ainsi dans la journée deux fois une demi-heure pour effectuer un travail moins astreignant.

Autre victoire des dactylos-codeuses qui ne figurait pas dans les propositions initiales de la direction : les dispositions techniques qui vont être prises pour rendre anonymes les données individuelles enregistrées par le système informatique (sauf pour vérification explicite d'un agent qui en sera prévenu). En clair, les dactylos-codeuses ont obtenu la suppression du contrôle individuel informatisé.

Le quart d'heure de pause accolé aux quarante-cinq minutes du temps de repas pourra être pris au cours de la journée sans que le temps du repas soit réduit d'autant.

La direction indemnisera vingt et un des soixante-quatre jours de grève. Les sanctions disciplinaires touchant certains agents n'iront pas au-delà des avertissements qui ont déjà été signifiés.

Il est accordé aux employées de la saisie dix minutes de pause pour deux heures de travail sur un certain type d'opérations, comme la mise à jour des fichiers hors métropole.

Enfin, les dactylos-codeuses vont bénéficier de trois mois de formation.

Certaines dispositions sont adoptées à titre transitoire. Les parties se reverront pour faire le point en septembre.

Le poids de l'intersyndicale CGT-CFDT, le soutien apporté aux grévistes par le groupe socialiste d'entreprise local, et la solidarité du personnel de l'INSEE, en leur permettant de tenir soixante-quatre jours, auront pesé lourd dans la négociation.

C. M.

Libération des 103 otages du Boeing pakistanais

Fin d'un calvaire de douze jours

Les otages qui se trouvent à bord de l'avion de la PIA, immobilisé sur l'aéroport de Damas, devaient être libérés incessamment, a-t-on appris vendredi, en fin de matinée. Les cinquante-cinq détenus dont la libération a été acceptée par le Pakistan devaient retrouver la liberté en Libye. C'est pour les otages la fin d'un long calvaire.

A bout de forces... Tel est l'état des otages, au douzième jour du plus long détournement de l'histoire aéronautique. Les cent trois passagers du Boeing-720 de la Pakistan International Airlines (PIA) se souviendront longtemps de leur calvaire interminable. Cloîtrés dans leur prison de fer surchauffée, ils ont péniblement subsisté dans une atmosphère de puanteur et de saleté indescriptibles.

Aéroport de Damas, 17 heures, jeudi : au moment même où allait expirer le dernier ultimatum posé par les trois pirates de l'air, la réponse du gouvernement pakistanais parvenait à la tour de contrôle. Cette réponse était positive. Le général Zia acceptait de libérer les cinquante-cinq prisonniers détenus dans les geôles pakistanaises.

Assez curieusement, ce sont des diplomates de Washington qui annonçaient cette nouvelle. Il est vrai qu'ils s'étaient mêlés aux négociations peu après que les terroristes aient menacé de tuer les trois passagers américains accusés d'être des agents de la CIA. On peut cependant penser que Washington a joué un rôle déterminant dans l'aboutissement des négociations.

Mais tout n'était pas encore fini... Islamabad précisait par la suite que la libération promise des cinquante-cinq prisonniers était subordonnée à l'identification de six d'entre eux. Il n'était donc pas exclu que cette demande d'éclaircissement constitue un gain de temps pour le gouvernement pakistanais.

Si, réellement, les prisonniers politiques sont libérés, on pourra parler d'une énorme surprise. Le régime dictatorial de Zia, qui a de nombreux meurtres d'opposants sur la conscience (dont celui de Ali Bhutto), n'est pas du genre à faire des concessions politiques, et surtout pas pour des raisons humanitaires. Même si l'agitation politique et sociale prend des proportions très dangereuses pour lui.

Tout a commencé à Kaboul

Il faut remonter à plusieurs années pour trouver une prise d'otages qui a tourné au bénéfice de ses auteurs. En septembre 1977, Tokyo capitulait devant des terroristes de l'armée rouge japonaise qui avaient détourné un DC-8 des Japan Airlines sur Dacca.

C'est le lundi 2 mars que les pirates avaient détourné l'avion qui assurait la liaison entre Karachi et Peshawar, à la frontière pakistano-afghane. Le Boeing-720 avait atterri sous leurs menaces, avec cent quarante passagers et membres de l'équipage, à l'aéroport de Kaboul, où les négociations avaient commencé. Les pirates réclamaient alors la libération de quatre-vingt-douze opposants pakistanais, et annonçaient qu'ils appartenaient à l'organisation Al Zulfikar, prénom de l'ex-premier ministre Ali Bhutto.

Les négociations se poursuivaient pendant plusieurs jours marquées notamment par la libération d'une quarantaine de femmes et d'enfants, mais aussi par le meurtre d'un des passagers dans des conditions mal connues, le 6 mars. Samedi, l'avion quittait Kaboul pour Damas, où les négociations reprenaient.

La difficile situation de la Pologne

Un peu plus de vingt-quatre heures après le règlement du conflit de Lodz, qui avait constitué le premier accroc à la trêve de trois mois demandée par le général Wojciech Jaruzelski, le MKZ de la ville de Radom a proclamé jeudi une grève générale d'avertissement de deux heures pour le 18 mars.

D'autre part, Adam Michnik, l'un des dirigeants du Comité d'autodéfense sociale KOR (dissident), a été placé en liberté surveillée. Il lui est désormais interdit de quitter Varsovie sans autorisation de la milice.

Risques de guerre civile en Iran

Les religieux attaquent le président Bani Sadr

CETTE fois, la polémique est dépassée. C'est l'affrontement ouvert entre le président Abolhassan Bani Sadr et les membres du Parti de la république islamique.

Dans ses éditions de jeudi, le quotidien *République islamique,* organe de ce parti majoritaire au Parlement, a porté deux nouvelles attaques contre Bani Sadr. Il affirme qu'en sa qualité de commandant en chef des armées le président avait donné l'ordre (en avril dernier) de faire bombarder les hélicoptères américains *« pleins de documents secrets »* immobilisés dans le désert, par suite du raid avorté de Tabas, visant à délivrer les otages.

Deuxième accusation : le chef de l'Etat aurait fait libérer de sa propre initiative cent personnes arrêtées pour leur participation à une tentative de coup d'Etat, au cours de l'été dernier. Selon le journal, l'Iman Khomeiny avait estimé que ces prisonniers devaient être exécutés.

De son côté, le quotidien religieux *Azadegan* est revenu sur la menace de démission, brandie mercredi par Bani Sadr : *« La révolution islamique ne repose pas sur un individu unique »*, écrit-il, ironique. On peut penser en fait, que cette démission correspond aux vœux les plus chers de ses ennemis.

D'ailleurs, le procureur général de l'Iran, l'ayatollah Ardebili, a demandé à Bani Sadr d'annuler ses prochaines réunions publiques jusqu'à ce que la situation devienne moins tendue en Iran.

Pour leur part, les quinze parlementaires libéraux iraniens, opposés à la loi confiant l'intérim des ministères vacants au premier ministre, ont affirmé que ce texte visait à provoquer la démission du chef de l'Etat.

Nouvelles pressions de Washington sur l'Europe

Les Etats-Unis demandent à la CEE de ne pas contribuer à la construction d'un aéroport dans l'île révolutionnaire de Grenade

POURSUIVANT leurs pressions sur la Communauté économique européenne, les Etats-Unis viennent d'envoyer une note aux gouvernements de ses pays membres pour leur demander de ne pas participer au financement de la construction d'un aéroport dans l'île de Grenade.

Située dans la mer des Caraïbes, entre la Martinique et le Venezuela, la petite île anglophone de Grenade a fêté, le 13 mars, le deuxième anniversaire du coup d'Etat qui mit fin, en 1979, au régime dictatorial d'Eric Gairy. Elle est gouvernée, depuis, par le premier ministre Maurice Bishop, qui ne cache pas ses sympathies pour Fidel Castro.

Trois cents techniciens cubains travaillent actuellement à la construction d'un aéroport moderne qui favorisera le développement de l'industrie touristique. C'est à la construction de cet aéroport, dans le sud-ouest de l'île, que les Européens veulent s'associer, à la demande du gouvernement de Grenade.

La démarche des Etats-Unis auprès de la CEE intervient peu de temps après celle entreprise par un envoyé spécial de Ronald Reagan pour faire cesser toute aide alimentaire de l'Europe occidentale au peuple salvadorien.

Commissaire européen au développement, Claude Cheysson a néanmoins affirmé jeudi, au journal *le Monde,* que l'aide prévue de douze millions de francs sera débloquée par la CEE la semaine prochaine.

Décidés à contenir la poussée révolutionnaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes, les Etats-Unis ont déjà envoyé quarante-deux conseillers militaires à El Salvador. Huit autres doivent venir les renforcer dans les prochains jours.

EN 24 HEURES

LIBYE
Avertissement de Washington

Les Etats-Unis ont adressé jeudi une mise en garde à la Libye contre toute utilisation à des fins militaires du programme de « Recherche scientifique » entrepris dans ce pays par la firme ouest-allemande Otrag.

IRLANDE
L'Ulster est anglais

Le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, Humphrey Atkins, a indiqué à la Chambre des communes qu'en l'absence *« d'un niveau nécessaire d'accord »* entre les élus des deux communautés religieuses, en Ulster, l'Irlande du Nord continuerait à être gouvernée directement par Londres, comme c'est le cas depuis l'abolition du Stormont en 1972.

ISRAEL
Démenti aux accusations

Le secrétaire de la présidence du conseil de Jérusalem, Arieh Naor, a démenti formellement jeudi avoir transmis un document secret à Raanan Lurie, journaliste au quotidien *Die Welt*, en échange d'une promesse d'emploi au sein du groupe de presse ouest-allemand de Axel Springer.

ANGLETERRE
Pas de soins gratuits pour les touristes

Les touristes étrangers, à l'exception des ressortissants de la CEE, qui tombent malades en Grande-Bretagne ne bénéficieront plus à partir du 1er octobre 1981 des soins médicaux gratuits assurés par le Service national de santé britannique, a annoncé jeudi à la Chambre des communes le ministre de la Santé, Patrick Jenkin.

URSS
Nouveau vaisseau cosmique

Les cosmonautes Vladimir Kovalenok et Victor Savinykh, qui pilotent le vaisseau cosmique Soyouz T-4, sont les centième et cent-unième personnes lancées dans l'espace depuis le premier vol de Youri Gagarine, le 12 avril 1961.

CHILI
Nouvelles atteintes à la liberté

La résistance chilienne a condamné le *« simulacre d'institutionnalisation tendant à légitimer la continuité du régime dictatorial militaire au Chili »* que constitue, selon elle, la reconduction à la tête de l'Etat chilien du régime du général Augusto Pinochet, et l'entrée en application d'une nouvelle constitution *« d'inspiration fasciste »*.

L'Eglise catholique, d'autre part, s'est élevée contre l'arrestation d'un reporter photographe constituant, selon elle, une première violation de la nouvelle constitution en vigueur depuis la veille. Toutes ces protestations n'atteignent pas le gouvernement dictatorial de Santiago, qui réclame la remise du couple réfugié à l'ambassade de France pour le juger.

ETATS-UNIS
Vente d'avions à l'Arabie Saoudite

La vente à l'Arabie Saoudite d'avions de reconnaissance électronique américains est une *« sérieuse possibilité »*, malgré les conséquences que cela pourrait entraîner sur les relations entre les Etats-Unis et Israël, croit-on savoir à Washington.

ARGENTINE
Contre les « folles » de la Plaza de Mayo

La police argentine a procédé jeudi à l'interpellation de quarante-cinq *« folles »* de la place de Mai au moment où celles-ci procédaient à leur habituelle manifestation du jeudi pour réclamer des nouvelles des membres de leur famille disparus.

La conférence de Madrid à la recherche d'un compromis

Vaille que vaille, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se poursuit à Madrid. Trente-cinq délégations (toute l'Europe, moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) sont réunies depuis le 11 novembre 1980 dans la capitale espagnole. Sans grand résultat jusqu'à présent.

LES représentants des trente-cinq pays signataires de l'acte final d'Helsinki (1975) devaient se séparer le 5 mars. Mais, comme cela se produit dans une partie de football où, à la fin du temps réglementaire, aucun but n'a été marqué, ils se sont accordé une prolongation... au moins jusqu'au 13 mars. En fait, compte tenu de l'absence de tout accord substantiel pour le moment, il est probable que ce premier ajournement de la date de sa clôture n'est que le début d'une série de reports.

Le pessimisme le plus sombre régnait parmi les délégués il y a quelques semaines... Le 12 février, Max Kampelman, chef de la délégation américaine, déclarait que *« les divergences entre l'Est et l'Ouest étaient à présent trop graves pour qu'on puisse espérer des résultats tangibles de la conférence de Madrid »*. Il est vrai que l'apparition d'une diplomatie musclée, à Washington, avec la venue au pouvoir de Reagan et de Haig n'a guère contribué à atténuer ces divergences.

Dans le domaine du désarmement, l'impasse paraissait totale. C'est dans ce contexte qu'une petite phrase de Brejnev a suscité un grand intérêt. *« Le territoire de l'URSS pourrait être soumis à la surveillance de l'Occident sous condition de réciprocité »*, a déclaré le numéro un soviétique, dans son discours du XXVIe Congrès du PCUS. Jusqu'alors, l'URSS refusait énergiquement tout contrôle militaire sur son territoire. La proposition de Brejnev s'est concrétisée le 3 mars à Madrid. Ce jour-là, Moscou a formellement accepté que le champ d'application géographique s'étende à toute l'Europe *« de l'Atlantique à l'Oural »*, au lieu de s'arrêter à 25 km à l'est de la frontière polonaise. Tout n'est pas réglé pour autant. Brejnev avait, en effet, précisé : *« sous condition de réciprocité »*. Est-ce à dire que le territoire des Etats-Unis et du Canada devrait également faire l'objet d'une surveillance militaire ? Dans ce cas, il n'y aurait rien de changé car les Américains ont toujours fait valoir que les mesures de contrôle ne concernaient que l'Europe. Affaire à suivre, donc.

Les droits de l'homme

Si le désarmement est devenu la principale question de la conférence, c'est qu'aucun progrès substantiel n'a été fait sur la question des droits de l'homme. Tout au plus les pays de l'Est paraissent-ils prêts à faciliter les réunions de famille par une accélération des procédures administratives et un abaissement du tarif des visas. Mais, quant aux droits de l'homme essentiels, le dialogue de sourds se poursuit entre l'Est et l'Ouest. L'offensive en règle des pays occidentaux contre Moscou s'est heurtée à un mur.

Les trente-cinq délégations ont commencé à rédiger la déclaration finale. Les deux blocs ont déjà unifié leurs points de vue dans des documents de base. On est encore loin d'une formule de compromis. Reste à savoir si celle-ci ne sera pas trop boiteuse.

En tout état de cause, le processus d'Helsinki devrait se poursuivre après cette conférence. La poursuite du dialogue Est-Ouest, même difficile, ménage l'avenir.

A. G.

Washington se durcit face au tiers monde

Les ministres des Affaires étrangères de cinq pays industrialisés et de six pays en voie de développement se rencontrent à Vienne pour préparer le sommet proposé par le Mexique.

LES conversations préparatoires au sommet Nord-Sud, prévu pour cet été au Mexique, devraient débuter vendredi, à Vienne, dans un climat alourdi par le durcissement de l'attitude des Etats-Unis à l'égard du tiers monde.

Les ministres des Affaires étrangères de cinq pays industrialisés (Autriche, Canada, France, RFA, Suède) et de six pays en voie de développement (Algérie, Inde, Mexique, Nigeria, Tanzanie, Yougoslavie) vont préciser dans la capitale autrichienne les objectifs et le cadre des débats de ce sommet proposé en août dernier par le Mexique, soutenu par l'Autriche.

Dans l'esprit de ces deux pays, qui ont repris l'idée lancée il y a un an par la « mission Brandt », il s'agit de réunir vingt à vingt-cinq dirigeants des principaux pays riches et pauvres pour donner une impulsion politique à la relance du dialogue Nord-Sud.

Cependant, c'est le nouveau président américain, Ronald Reagan, qui détient la clef d'une telle relance. Cette impression a été renforcée par les orientations politiques américaines d'aide à l'étranger : l'assistance sera réduite et l'accent sera mis sur l'aide bilatérale aux dépens de la contribution américaine aux institutions de financement multilatéral du tiers monde, notamment la Banque mondiale. Autre fait nouveau : le blocage virtuel par les Etats-Unis de la conférence de l'ONU sur le droit de la mer, il y a à peine une semaine.

Sommet en septembre

De nouvelles tentatives sont en cours pour aboutir à un accord sur la procédure et l'ordre du jour de ces négociations. Celles-ci portent sur les grandes questions entre riches et pauvres : matières premières, commerce, énergie, développement, finances et monnaie. Elles auraient dû normalement commencer au début de cette année. Les promoteurs du sommet du Mexique avaient initialement envisagé celui-ci comme un moyen de donner un élan, le moment venu, aux négociations globales.

On confirme que les Etats-Unis pourraient demander le report, au mois de septembre prochain, du sommet Nord-Sud, fixé en principe pour la mi-juin. Cela permettrait à Reagan de s'informer des points de vue des dirigeants des autres puissances industrielles (Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et RFA), qu'il rencontrera au sommet d'Ottawa, prévu en juillet. La conférence d'Ottawa devrait être largement consacrée aux relations Nord-Sud.

• **BANGUI.** Pour la seconde fois en dix-sept ans, les Centrafricains iront aux urnes dimanche prochain pour élire un président parmi les cinq candidats en lice dont le président sortant, David Dacko.

TRIBUNE

Un nouvel apartheid en Afrique du Sud

L'ANNONCE d'élections générales anticipées pour le 29 avril, suivant l'échec de la conférence de Genève sur la Namibie et le raid sud-africain au Mozambique, repropulsent pour un temps l'Afrique du Sud à la surface de nos médias. « Ça bouge » en Afrique du Sud : l'équipe au pouvoir sous la direction, depuis 1979, du premier ministre Pieter Botha serait même, dit-on, en train d'abolir l'apartheid. *« Le type d'apartheid que les ennemis de l'Afrique du Sud ont présenté à la face du monde comme étant la politique du gouvernement est mort »*, écrivait Botha lui-même dans *le Figaro* du 18 décembre 1979. Qu'en est-il réellement ?



Pieter Botha. (Photo Campbell/Sygma)

par Antoine BOUILLON *

L'apartheid : on se le représente trop souvent comme un simple système de discrimination raciale quotidienne dans les parcs et transports publics, les hôtels, restaurants ou toilettes... L'apartheid, c'est cela, mais tellement plus ! Un système institutionnalisé par la minorité blanche (4 millions) pour retirer à l'immense majorité (plus de 20 millions de Noirs) tous ses droits, absolument tous, afin d'en faire une main-d'œuvre immigrée sur le territoire de sa propre patrie. Les Africains sont ainsi rattachés de force à neuf réserves, les « bantoustans », qui couvrent 13 % de la superficie totale du pays, et dont ils sont contraints de sortir pour trouver du travail en zone dite « blanche » (87 % du territoire). Leurs mouvements sont étroitement contrôlés par le système dit du pass (un livret d'identité que tout Africain doit porter en permanence sur lui pour justifier de sa présence en n'importe quel point du territoire).

Ce système, il n'est nullement question de le remettre en cause, bien au contraire. Pour donner à cette politique des réserves une allure de « décolonisation », les neuf bantoustans sont appelés à une prétendue « indépendance » que nul Etat dans le monde ne se risque à reconnaître.

Par contre, le système demande à être modernisé, car il n'a pas que des avantages. Les risques politiques créés par la frustration qu'il engendre s'ajoutent aux inconvénients économiques (déficit de formation des travailleurs noirs, manque de main-d'œuvre qualifiée dû à la réservation des emplois qualifiés pour les Blancs, etc.). Le premier ministre Botha a donc mis en œuvre une « stratégie totale » visant à favoriser le développement du pays et à sauvegarder la suprématie blanche, tout en réduisant les risques d'explosion politique.

Pour ce faire, son arme principale est de créer une petite bourgeoisie noire à laquelle seront accordés quelques privilèges (de propriété, de déplacement, de gestion municipale...) dont on attend qu'ils l'intégreront suffisamment au système pour qu'elle joue un rôle modérateur.

Un train de réformes, en cours d'élaboration, sera soumis au Parlement après les élections. Il a suscité de très vives critiques : chez les Noirs d'une part, qui rejettent l'intégralité d'un projet entérinant leur statut d'immigrés dans leur propre patrie et qui, sous le prétexte d'accorder des privilèges à une élite ultra-minoritaire, renforcera la répression et le contrôle sur l'immense majorité ; dans l'aile droite du Parti national au pouvoir, d'autre part, qui réagit violemment à ce qu'elle considère comme le début de la fin pour la suprématie blanche.

Ces réformes ont l'avantage de faire croire à l'extérieur que l'apartheid serait « mort » ou « en dissolution », alors qu'il ne s'agit que d'une modernisation du système.

Les Occidentaux et particulièrement l'administration Reagan, après celle de Carter, soutiennent cette politique dont ils attendent des effets bénéfiques sur la sécurité de leurs investissements... C'est ainsi qu'ils s'opposent à l'imposition de sanctions obligatoires et complètes contre l'Afrique du Sud, que réclament les mouvements de libération et, avec eux, la quasi-totalité des pays africains et du tiers monde.

Les mouvements anti-apartheid du monde entier, dont le MAA français, multiplieront les pressions pour que de telles sanctions soient enfin imposées.

** Militant du mouvement anti-apartheid*

Aux assises de Nevers

Le meurtrier d'un gendarme risque la peine de mort

VINGT-HUIT ans, douze vols à main armée de Calais à Narbonne, une prise d'otages, mais surtout la mort d'un gendarme; c'est l'accablant bilan de l'existence de deux hommes : Jean-Luc Della Guistina et Frédéric Landrieux, tel qu'il a été comptabilisé par la justice pour la période du 16 avril au 9 septembre 1977. En compagnie d'un vague comparse, ils seront jugés par la cour d'assises de Nevers, à partir de lundi prochain.

Lorsque, au début du mois d'avril 1977, Frédéric Landrieux obtint une permission de sortir de la centrale pénitentiaire de Caen, il a tout de suite renoué avec ses mauvaises vieilles fréquentations. Presque aussitôt débuta une folle « cavale », jalonnée de hold-up contre des banques, des bureaux de poste, une pharmacie, un grand magasin. A chaque fois, le même scénario : on *entre, on menace avec des armes*, on prend l'argent à portée et on s'enfuit, de préférence à bord d'une voiture volée au préalable. C'est du banditisme quotidien, désordonné. Le seul accroc s'est produit à Malo-les-Bains, le 26 juillet 1977, où les deux malfaiteurs ont dû prendre des otages

Et puis tout a basculé dans le crime de sang : le 9 août 1977, près de Verzy, dans la Nièvre, Landrieux, escorté par sa belle-sœur et son complice habituel, a perdu le contrôle de son véhicule et heurté un piéton qui était tué sur le coup. Les gendarmes dressèrent constat. Landrieux, blessé, présenta de faux papiers avant d'être transporté à l'hôpital de Nevers. Avec son ami Della Guistina, il ne tarda pas à s'en échapper. Des barrages de gendarmerie étaient mis en place. Le taxi où se trouvaient les deux fuyards fut intercepté. Les gendarmes voulurent vérifier l'identité de ses occupants. Soudain, un coup de feu était tiré. Le gendarme Jean-Louis Leblond s'écroula.

Le rapport balistique du professeur Ceccaldi précisera que « *la balle est venue par derrière* », accablante précision pour les accusés. Le tireur, Della Guistina, quatre ans après les faits, ne nie plus sa culpabilité. Cet homme jeune, d'un bon niveau intellectuel, sait que son *crime peut* lui valoir de rejoindre le quartier des condamnés à mort. A Nevers dans l'enceinte de la cour d'assises, on ne manquera pas, en effet, de rappeler aux jurés l'image du gendarme abattu dans le dos, gisant sur le bitume, son arme encore dans l'étui...

Camille MAUDEZ

Beullac plaide pour le collège unique

A l'issue de l'assemblée générale de l'Association française pour le développement technique, l'AFDET, le ministre de l'Education a nettement rappelé sa position en faveur du collège unique, qui constitue, selon lui, « *un grand projet politique* », axé sur « *l'unité du pays* ».

« *On dit souvent que le collège unique a été mis en place pour l'égalisation des chances*, a-t-il notamment déclaré. *C'est vrai en partie. Pour moi, la chose importante, c'est que la France ne représentera plus dans vingt ans que 1 % de la population mondiale. Nous ne pouvons continuer à être un pays qui se coupe en deux quels que soient les problèmes. Le collège unique consiste à mettre nos enfants ensemble à l'époque « pubertaire », quels que soient leur milieu social, leur approche des problèmes ; peut-être ainsi les Français sauront-ils mieux dans l'avenir s'accepter dans leurs différences.* »

L'hétérogénéité des classes et le niveau insuffisant des élèves de collèges, souvent critiqué, n'altère en rien les convictions du ministre : « *Il est parfois nécessaire de faire émerger les élites, mais il y a un moment où l'objectif de l'unité du pays passe avant, tout au moins à une certaine période de la formation de nos enfants.* » Christian Beullac s'est affirmé très attentif à toutes les difficultés qu'il faudrait surmonter. « *Il faut savoir où l'on va à terme. Allons vers le collège unique, non pour des raisons d'égalitarisme stupide, mais pour des raisons de visée lointaine et sachons à court terme trouver des amendements permettant à nos enfants d'aller dans cette voie sans pâtir du système.* »

Le ministre a souligné l'effort déjà fait pour remédier à ces difficultés par une amélioration de la formation des maîtres. Il a annoncé qu'un plan général de formation initial et continu des enseignants du secondaire était en voie de définition.

Christian Beullac, s'il reste à ce poste après l'élection présidentielle, a l'intention de développer l'information professionnelle au cours de la 3e, « *cette classe représentant un palier important de l'orientation* », de moderniser les formations en mettant fin à la « *balkanisation* » des certificats d'aptitude professionnelle, et d'« *assouplir la capacité d'adaptation du système éducatif* » en améliorant notamment la gestion du personnel enseignant.

« *Il n'y a pas eu de réforme Beullac*, a conclu le ministre, *mais tout bouge.* »

Dimanche, école à Evry

LE développement de l'instruction publique constitue un *premier pas vers la culture et* la libération de l'individu ; les forces de progrès ont, tout au long du XIXe siècle, lutté âprement pour que l'instruction atteigne le maximum de personnes, en particulier les souches les plus déshéritées de la population. C'est dans cette perspective que se situait l'œuvre scolaire *accomplie par Jules Ferry* entre 1881 et 1889, en intégrant l'école dans le service public.

Le Parti socialiste se devait de célébrer dignement le centenaire de cet événement capital ; il le fera à Evry, dimanche 15 *mars*.

Des carrefours réunissant des *militants seront* consacrés à des problèmes particuliers, comme l'analyse d'un siècle d'école publique, le bilan de sa dégradation pendant *le dernier septennat et les* tâches éducatives pour l'école de demain.

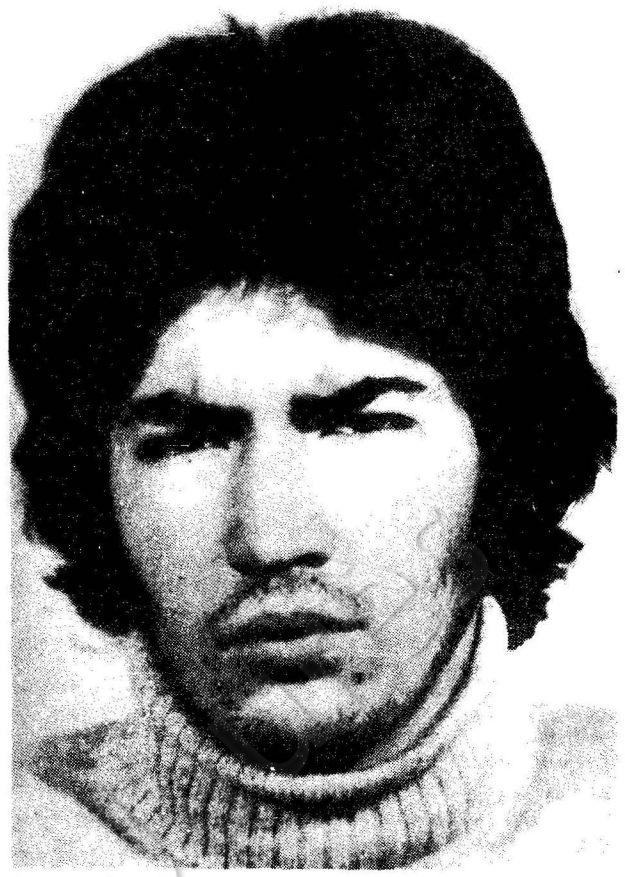
Ensuite devraient commencer les manifestations publiques : la première, prévue à 11 h 30, est l'inauguration par François Mitterrand d'une école maternelle à Evry et du mail Jules-Ferry. Une école maternelle, c'était, dans l'esprit des républicains, et cela reste pour les socialistes, la première marche pour s'élever dans le chemin du savoir, vers la promotion sociale. Cette première marche doit être *solide, sinon tout risque de* s'écrouler : elle doit être, pour les socialistes, l'objet de tous leurs soins, de toute leur attention. Au-delà de cet aspect symbolique, l'aspect pratique a une grande importance, et les municipalités à direction socialiste continuent d'apporter un soin assidu à la construction et au bon fonctionnement de ces écoles maternelles, pour réduire le plus possible les inégalités devant la culture...

L'*après-midi* doit se tenir, sur l'Agora, un grand rassemblement des enseignants et usagers de l'école pour le soutien du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Après une synthèse rapide des travaux réalisés au cours des carrefours, Louis Mexandeau, délégué à l'éducation, rappellera les *propositions socialistes* dans ce domaine, vital pour notre pays, pour sa jeunesse, pour son avenir. Nul ne veut oublier que, comme le soulignait François Mitterrand lors du grand rassemblement de la porte de Versailles, « *tout commence à l'école* ».

Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, tirera les conclusions politiques de la journée. Il aura à cœur de montrer dans quel cadre s'inscriront les changements nécessaires pour que les mesures du plan socialiste pour l'éducation acquièrent signification et efficacité.

Dans un secteur du service public favorable, François Mitterrand doit obtenir, dès le 26 avril, un résultat qui permette aux socialistes de « changer l'école » dès le mois de mai prochain.

• François Mitterrand devrait également inaugurer dimanche matin, vers 10 h 15, à Montgeron, dans l'Essonne, un complexe sportif baptisé Marie-Thérèse-Eyquem, en hommage à la responsable socialiste décédée en août 1979.



Le frère de Philippe Maurice tire sur son amie

JEAN-JACQUES MAURICE, le frère du condamné à mort qui avait tenté de s'évader, fait décidément beaucoup parler de lui. Le gangster vient de tirer, sans la toucher, sur son ancienne petite amie. Corinne Didot, vingt-trois ans, avait le tort, semble-t-il, d'avoir rompu avec lui voici deux mois. La jeune femme en a été quitte pour la peur.

Soupçonné par les policiers d'avoir fourni à Me Brigitte Hemmerlin, l'avocate de Philippe Maurice, l'arme avec laquelle ce dernier a blessé un gardien le 24 février dernier, Jean-Jacques Maurice a aussitôt écrit à l'hebdomadaire *Paris-Match* pour disculper la jeune avocate. Le geste était honorable mais n'a apparemment pas convaincu les enquêteurs de la Brigade criminelle. Ils restent persuadés qu'il a bien tenté d'aider son frère à s'évader de la prison de Fresnes.

Fils de commissaire, le malfaiteur donne lui-même bien du fil à retordre aux policiers : il s'est évadé une première fois de la prison de Bourges en janvier 1976. Repris et écroué à Valenciennes, condamné à quatre ans de prison pour vol et recel, Jean-Jacques bénéficiait d'une permission de sortie en août 1978. La tentation était trop forte : il n'a jamais réintégré le pénitencier de Saint-Martin-en-Ré où il purgeait sa peine.

Capturé quelques mois plus tard, il s'évadait à nouveau de la prison de Perpignan le 8 mars 1979. Depuis, il restait introuvable.

Enseignants et étudiants solidaires

PLUSIEURS centaines d'universitaires ont défilé à Paris, de la Sorbonne aux abords de Matignon, dans le cadre de la journée de grève organisée par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP), les organisations CGT de l'enseignement supérieur et l'Union nationale des étudiants de France (ex-Renouveau, proche du PC).

Cette journée portait sur la carrière des enseignants et l'aide aux étudiants. Elle a été largement suivie, tant en sciences qu'en lettres selon le SNESUP, qui organisera une nouvelle grève le 17 mars prochain.

Une cinquantaine d'élèves de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique de Cachan (Val-de-Marne) ont manifesté de leur côté à l'appel du Syndicat national de l'*enseignement secondaire* sur le parvis de Notre-Dame de Paris pour protester contre le démantèlement de leur école, où il ne reste que les sections technologiques. Les autres sections, littéraire, scientifique, économique et artistique ont été transférées dans les écoles supérieures de Fontenay et de Saint-Cloud.

La vie sans «Libé»

Depuis que «Libération» a interrompu sa parution, ses lecteurs ne s'en sont toujours pas remis

Depuis le 24 février, il manque quelque chose dans les kiosques et même si, le même jour, ils se sont enrichis d'un nouveau titre, la seule coïncidence ne comble pas le vide laissé par *Libération*. Plus de deux semaines après la suspension de la publication, la morosité qui suintait du quotidien de la rue de Lorraine s'est progressivement étendue aux lecteurs. Bien sûr, *Libération* n'est pas fini ! Bien sûr, des garanties ont été données ! Avant la nouvelle formule qui verra le jour aux alentours du mois de septembre, une formule transitoire doit même être proposée aux lecteurs.

Personne ne met en doute les promesses qui ont été faites même si, dans quelques jours, le délai fixé s'achève avant que *Libé* ne resurgisse de ses cendres. *Libération*, c'est bien certain, ne peut pas mourir comme ça. Tout le monde en est bien convaincu. Mais tout le monde sait également que plus rien ne sera comme avant.

Pour les lecteurs comme pour ceux de l'équipe, une chose est sûre : une étrange histoire d'amour vient de prendre fin après huit ans de vie commune rythmée par les coups de gueule et les coups de cœur, par les actes de courage et les actes de trahison, le tout enrobé d'une certaine dose d'humour.

Au point que si la presse a perdu — momentanément — un titre, le langage populaire s'est enrichi d'une nouvelle expression : « le style Libé ».

LES premiers touchés, ce sont les lecteurs bien sûr. Certains lui sont fidèles depuis sa naissance, en 1973, et ont participé à toutes les campagnes pour soutenir les finances de leur quotidien favori. Depuis la fameuse assemblée générale du 21 février qui a décidé la suspension du titre, les lecteurs sont en deuil. Il y avait même une banderole étalée devant la porte du journal : « 45 000 lecteurs foutus à la porte. Quelle honte ! »

Nicole, trente ans, lit le journal depuis 1975 : « *Je suis nostalgique de* Libé. *En le lisant, je me sentais en harmonie, même si je n'étais pas toujours d'accord avec tous les papiers. J'avais l'impression de faire partie d'un clan, d'être avec des gens qui partageaient les mêmes options que moi. Leur côté « T'as pas cent balles ? » avec les appels aux lecteurs quand ils étaient dans la dèche n'était pas gênant, bien au contraire. Mais maintenant, s'ils font appel à la pub pour s'en sortir, je ne suis plus d'accord. Ils ont bien réussi à fonctionner jusqu'à présent sans ça, je ne vois pas pourquoi ils ne pourraient pas continuer.* »

Bernard, la trentaine, est beaucoup moins passionné et moins catégorique : « *Je ne suis abonné à* Libé *que depuis cette année. Avant, je lisais le* Monde. *En changeant de journal, j'ai trouvé des témoignages de la vie quotidienne qui n'existent pas ailleurs. Au début,* Libé *n'était pas du tout un quotidien objectif. Il était devenu un journal très crédible avec une information plus triée, plus sérieuse. C'est vraiment un journal différent et j'en ai vraiment rien à faire d'être moins informé si je me sens en harmonie avec le journal que je lis. Quant à la pub, elle n'enlèvera rien à la crédibilité des articles, mais ça m'embête tout de même un peu : finalement,* Libé *va s'intégrer au système classique comme si c'était le seul possible.* »

Catherine, vingt-trois ans : « Libé *touchait le côté subjectif des gens : ça a un petit côté racoleur en soi, mais je ne critique pas du tout cette forme-là. Par contre, j'ai très peur de ce qui se prépare avec la nouvelle formule : on parle de sélection du personnel et ça ne me plaît pas du tout.* »

Pour Christophe, vingt-cinq ans, la situation est claire : « *J'aimais bien* Libé *; ils écrivaient comme je parle. Ça fait vraiment chier qu'ils s'arrêtent.* »

Gilles, vingt-quatre ans, n'en revient pas : « *J'aimais bien les pages culture et les petites annonces. Pour les marginaux,* Libé, *sans être une bible, était un journal de référence. Mais c'est vrai que parfois, dans leurs positions, ils n'étaient pas toujours clairs. Ils n'allaient pas toujours jusqu'au bout de leurs idées. D'ailleurs il n'y a pas si longtemps, les autonomes avaient occupé leurs locaux. Sur les taulards, les paumés, la drogue, ils soutenaient des thèses mais on les sentait un peu gênés.* »

Une équipe éclatée

Si les lecteurs n'étaient pas toujours unanimes, il en était de même au sein de la grande équipe *Libé*. Il y a longtemps que le bel enthousiasme des débuts ne soufflait plus avec la même force sur tous ceux qui participaient à l'élaboration du journal. Depuis de nombreuses années par exemple, les clavistes et les monteurs avaient fait une espèce de mini-sécession. Les clavistes avaient résisté un peu plus longtemps grâce à leurs fameuses petites notes insérées dans le corps des articles ou des petites annonces. Mais de nombreux monteurs s'étaient lentement « désinvestis ».

Une ancienne claviste : « *Je suis restée derrière le clavier pendant cinq ans. Progressivement, je me sentais de plus en plus réticente à taper des papiers avec lesquels je n'étais pas d'accord jusqu'au jour où, physiquement, il m'était devenu impossible de continuer à claver. J'ai d'abord essayé de résister, puis j'ai commencé à prendre un peu plus de recul. Alors je suis passée au montage. Là, je n'avais plus de problème parce que je n'étais plus obligée de lire les papiers que je montais. Le journal était devenu pour moi un lieu de travail comme un autre où je retrouvais tous les copains que j'aimais, mais je le lisais de moins en moins. Maintenant, je me demande ce que je vais devenir.* »

Un monteur répond déjà à la question : « *J'ai passé à* Libé *cinq ans de ma vie et je sais maintenant que c'est fini pour moi. Depuis le début, je me suis toujours battu contre les licenciements. C'était pour moi un principe fondamental. Même lorsqu'un licenciement était décidé en AG, nous réussissions à l'empêcher, au besoin par la force ou le chantage. C'était la même chose pour la censure. Tout le monde pouvait écrire ce qu'il pensait mais quand je tombais sur un papier avec lequel je n'étais pas d'accord, il m'arrivait de le couper. Cela provoquait parfois des drames. Je n'étais pas d'accord non plus avec toutes les notes de clavistes et je n'avais pas de scrupules à les censurer moi-même. Je sais bien que je ne pourrai jamais m'intégrer dans la nouvelle formule puisqu'il y aura eu des licenciements, et l'ancienne formule est arrêtée. Il faut que je trouve un autre boulot. Certainement pas dans la presse.* »

Une correctrice, elle aussi ancienne claviste, paraît tout aussi paumée : « *Je ne sais vraiment pas ce que je vais faire maintenant. C'est comme quand une longue histoire d'amour se termine : je me sens blessée, fatiguée, moulue. Comme si j'avais été rouée de coups. Je sais bien que plus rien ne sera comme avant mais je ne regrette rien.* »

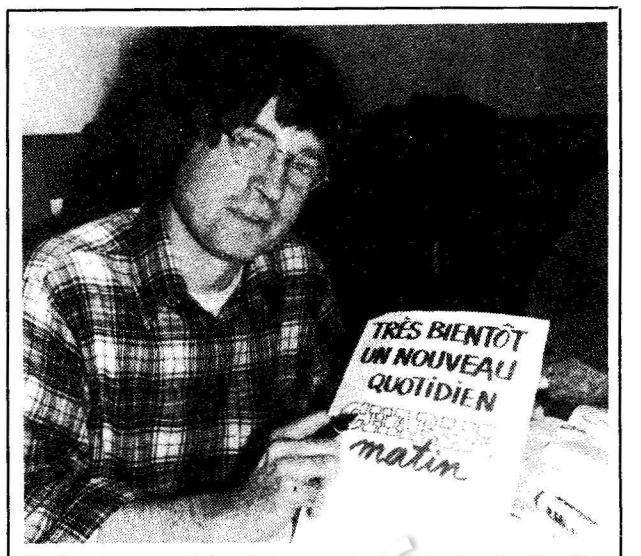
Du côté des journalistes, l'ambiance n'est pas plus détendue, mais on les sent tout de même beaucoup moins frustrés que les autres « victimes ». D'abord, ils peuvent s'exprimer et manifester leur humeur. Et puis, il y a les « grandes plumes » et les « petites plumes ». Les premiers n'auront aucune difficulté à retrouver du travail, à supposer qu'ils ne fassent pas partie de la nouvelle équipe : ils ont eu le temps de se faire connaître et de se faire un nom dans le métier. Les autres, même s'ils sont plus obscurs pourront toujours s'adresser ailleurs. Ce ne serait pas la première fois que des journalistes de *Libé* pigent dans d'autres journaux : au fil des temps, ils sont devenus de véritables professionnels. Certains n'ont même pas connu l'époque héroïque où les pionniers refusaient la carte de journaliste.

Toujours est-il que dans les salles de rédaction, le fond de l'air est devenu un tout petit peu plus triste. Dans la grisaille de la revue de presse quotidienne, il manque comme un clin d'œil. *Libé*, c'était aussi une autre façon de voir le monde.

Pierre POIX



Le dernier numéro quotidien de *Libération* était daté « lundi 23, mardi 24, mercredi 25, jeudi 26, vendredi 27 février... » A quand le prochain ? (Photo Frédéric Pitchal)



Le dessinateur Cabu. Il fait partie de l'équipe de *Charlie-Matin*. (Photo François Guenet/Atelier)

Le dernier coup de Choron

Après *Mords-y l'œil*, mensuel de dessins en couleurs, l'équipe de *Charlie-Hebdo* se lance dans le quotidien. Dès le lundi 16 mars, *Charlie-Matin* sera en vente chez tous les marchands de journaux. Georges Bernier, plus connu sous le nom du « professeur Choron », sera le directeur de la publication et Cavanna le rédacteur en chef.

HUIT pages, format tabloïd, son ambition est grande. Tiré à 100 000 exemplaires, ce sera le premier quotidien d'information fait à partir des non-dits des dépêches AFP. Sans doute assez différent de celui de *Charlie-Hebdo*, le style conservera le ton d'humour cynique qui a fait le succès de l'hebdomadaire.

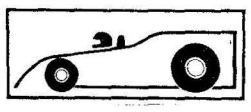
Si l'on retrouve les seize personnes chères à Choron (Reiser, Cabu, Sylvie Caster, Arthur, Berroyer...), le chanteur Alain Souchon qui fait son apparition avec la charge de la rubrique Culture sera le seul nouveau de la rédaction. Quatre pages auront comme support la stricte actualité, le reste du journal étant traité par les dessinateurs. Mais certaines ambiguïtés demeurent : comment, dans la période actuelle, *Charlie-Matin* va-t-il se définir ? Sera-t-il le média électoral de Coluche ?

Choron est précis sur ce sujet : « *Il faut poser la question à Wolinski ; il va travailler maintenant pour deux quotidiens. Quant à nous, ce n'est pas notre problème. On avait envie de le faire, on le fait* ». Le sous-titre du numéro 1 est : « *Le salaud qui prend la place toute chaude...* signé Serge July.

Choron est optimiste, c'est net. Il a un fort désir de rigoler et quand il parle de son nouveau bébé, tout en tirant sur son fume-cigarette, il n'arrête pas de faire des clins d'yeux. Quoi qu'il en soit les moyens techniques sont déjà en place. Imprimé aux Presses de la Bûcherie, à Montreuil, il sera édité par les Editions du Square qui publient les deux mensuels de la maison : *Hara-Kiri* et *Charlie-Mensuel*, le seul qui accepte de la publicité.

Charlie-Matin, coûtera 2,80 F. Le pari est engagé. Combien de fois ses fondateurs ont-ils exprimé leur vocation d'être la « *mauvaise conscience* » du système établi ? Là encore, ils joueront comme ils ont toujours aimé jouer : aux accusateurs-porte-parole-des-sans-grades. Y arriveront-ils ?

Denis DANGAIX



Des inconnues sur toute la ligne

En formule 1, le nouveau règlement brouille les cartes du Grand Prix de Long Beach

Dimanche, à Long Beach (Californie), se disputera le premier grand prix de la saison 1981. Après plus de cinq mois d'inactivité, les pilotes reprennent donc le chemin des circuits. L'intersaison aura été marquée par plusieurs événements : le conflit FISA-FOCA, la suppression des jupes, le retrait de la compétition du manufacturier Goodyear et, enfin, les nombreux transferts, concernant surtout les Français. Ainsi, la saison débute un peu dans l'inconnu.

C'EST bien la première fois qu'une quinzaine de pilotes sont considérés comme des vainqueurs potentiels de l'épreuve. Personne n'est vraiment sûr de son matériel, et tous redoutent les nouvelles armes fourbies par leurs adversaires. Dans ces conditions, il est bien difficile de juger les forces en présence.

Pour l'écurie Williams, championne du monde l'an passé, la saison 1981 ne se présente pas sous les meilleurs auspices. En effet, ses voitures étaient réglées avec les jupes et les pneus Goodyear. Aujourd'hui, il lui faut repartir de zéro. L'Australien Alan Jones aura bien du mal à conserver son titre.

En revanche, les Renault sont considérées comme les grandes favorites. Le moteur turbo est maintenant bien au point et les ingénieurs de la Régie ont l'avantage d'avoir conservé leurs pneus Michelin. Arnoux ou Prost pourrait bien apporter à la France, son premier titre en formule 1. Toutefois, les voitures jaunes ne pourront être jugées à Long Beach, ce circuit en ville présentant pour le turbo de nombreux inconvénients.

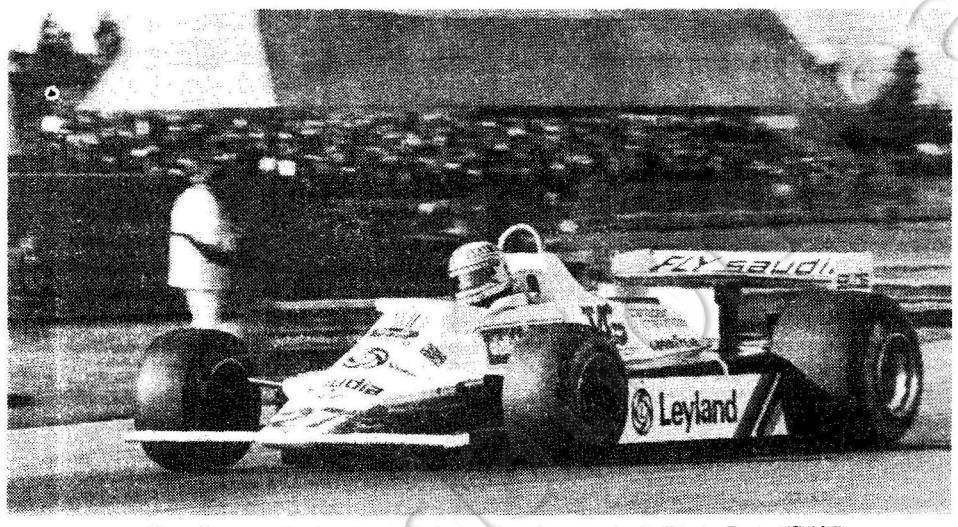
Deux écuries constitueront les inconnues de ce début de saison, Talbot-Ligier et Ferrari. En utilisant le légendaire V-12 Matra, Ligier revient à ses premières amours. A Long Beach, les voitures françaises seront pilotées par Laffite et Jarier, qui remplacera pour l'occasion un Jaboutille pas encore totalement remis de ses blessures. Quant à Ferrari, la Scuderia a tout misé sur la turbo. Les voitures italiennes ne sont sans doute pas encore au point, et Pironi devrait faire, hélas! les frais de leur jeunesse.

Pour leur part, McLaren et Lotus, deux constructeurs qui ont donné ses lettres de noblesse au sport automobile, tentent de renouer avec leur passé glorieux. Pour cela, ils se sont résolument tournés vers des techniques nouvelles. La McLaren MP-4 a été en grande partie construite, grâce à l'aide d'une société américaine spécialisée dans les missiles, avec de la fibre de carbone. Résultats : gain de poids et de rigidité. Deux voitures seront confiées à l'Irlandais Watson et à l'Italien De Cesaris. La Lotus 88 est sans doute plus révolutionnaire avec ses... deux chassis indépendants. L'un porte le groupe propulseur, l'autre la carrosserie. Ainsi les charges aérodynamiques seront plus faibles, et le pilotage plus facile. Les deux écuries britanniques ont donc engagé un pari qui pourrait se révéler payant, mais qui pourrait aussi les condamner à faire de la figuration.

En revanche, Alfa-Roméo et Brabham présentent des voitures « classiques ». Ces deux constructeurs ont énormément travaillé durant l'intersaison, et sans faire de bruit.

Dimanche, à Long Beach, les Alfa-Roméo de l'Américain Andretti et de l'Italien Giacomelli, et la Brabham du Brésilien Piquet seront nos favorites.

Philippe BALLAND



Alan Jones redeviendra-t-il champion du monde ? (Photo Zurini/SAM)



Le sport, pas la guerre

LE sport n'est pas la guerre, et il doit préserver son caractère ludique. Il est bon de rappeler cette évidence au moment où la violence envahit progressivement les stades et touche toutes les disciplines, quel que soit le niveau. Comment ne pas être révolté devant la grave blessure du demi de mêlée carcassonais, Barella, victime d'une fracture de l'os malaire avec effondrement du plancher orbital, à la suite d'un coup de pied ? Comment accepter que, chaque dimanche, de nombreuses rencontres de football dans des championnats départementaux ne puissent se terminer par suite de bagarres générales ? Comment ne pas être choqué devant le spectacle de France-Galles et de son engagement physique extrêmement « musclé » ?

La violence est, avec le chauvinisme et l'aliénation par l'argent, l'une des déviations actuelles du sport. Sans entrer dans ces vastes domaines, il est indéniable qu'elle pourrait être jugulée si elle était traitée à la base. En effet, l'éducation doit apprendre à l'enfant le respect de l'adversaire, du partenaire et de l'arbitre sans lesquels il ne pourrait s'adonner à l'activité qu'il apprécie. Cette mission est essentielle et peut être relayée par les médias, qui ont également un rôle formateur et explicatif.

Mais, à plus long terme, seul un changement des structures sociales peut aider à promouvoir une politique sportive

Félix CHIOCCA

AU SPRINT

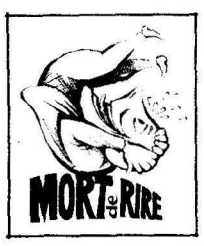
• **TRENTE-DEUX SPORTIFS FRANÇAIS, VINGT-CINQ JOUEURS DE RUGBY ET SEPT JOUEURS DE TENNIS** figurent sur la « liste noire » publiée mercredi par le comité spécial des Nations unies contre l'apartheid.

Les joueurs de rugby sont ceux qui ont effectué du 26 octobre au 12 novembre 1980 une tournée de quatre matches en Afrique du Sud, mise sur pied à la suite du refus du gouvernement français de recevoir les Springboks en France l'automne précédent. En ce qui concerne le tennis, les joueurs dont le plus connu est Christophe Roger-Vasselin, ont participé à un tournoi du circuit de l'été austral en novembre-décembre 1980.

• **L'ITALIEN SILVANO CONTINI, VINGT-TROIS ANS,** a brillamment remporté jeudi la première étape Joigny-Château-Chinon (177 km) du 31e Paris-Nice cycliste, précédant le Français Michel Laurent de 12 secondes. Contini a revêtu le maillot blanc de leader.

• **THIERRY VIGNERON PARTICIPERA AU CONCOURS DE SAUT A LA PERCHE DU CHAMPIONNAT EN SALLE DU JAPON,** le 21 mars, à Tokyo. Déjà champion de France, puis champion d'Europe à Grenoble, également champion des Etats-Unis, Vigneron aura donc la possibilité de devenir champion du Japon.

• **BERNARD HINAULT A TERMINÉ JEUDI** à la troisième place des deux épreuves du trophée Ville de Palerme remportées respectivement par les Italiens Francesco Moser et Giuseppe Saronni.



Dialogue d'amateurs

Où l'on voit que l'argent et le sport ne se marient pas forcément au grand jour

«SALUT champion ! Comment vas-tu ?

— M'en parle pas. J'ai une sale contracture. L'ischio a craqué en pleine course dans un meeting. C'est bien ma veine avant les Europe (1).

— C'était où ton meeting ? Personne n'en a parlé.

— En Suisse, près de Lausanne.

— Y avait du monde ?

— Non ! Juste B... en longueur et P... sur quinze cents.

— T'as flambé ?

— J'ai assuré avant que ce putain d'ischio...

— Dis-moi... Combien touches-tu pour un meeting comme ça ?

— Billet d'avion aller et retour et l'hôtel.

— Non, je veux parler de l'enveloppe.

(Silence).

— Tu peux bien me le dire, je le raconterai pas.

— Humm... il y a cinq ans ils nous filaient à peine un ticket de métro. Maintenant c'est cinq mille pour les vingt meilleurs mondiaux. Mais tu le gardes pour toi, promis. Je ne tiens pas trop à ce que les journalistes viennent mettre le nez dans mes affaires. Imagine qu'un guignol aille tout raconter pour faire un scoop. Moi, je suis radié illico, comme Drut. Les mecs de l'AEA veulent pas évoluer (2).

— Mais tout le monde touche.

— Oui, mais officiellement on n'a pas le droit. Si tout le monde vient à jouer cartes sur table alors je déballerai aussi mais je veux pas être le seul à me faire allumer. Pour le martyr de la vérité, adresse-toi ailleurs. J'ai encore au moins cinq ans de compète et c'est dur de s'arracher la gueule tous les matins. Alors, si un journaleux joue les mariolles, moi je coule et je repars à zéro... OK ?

— Pour les Europe, qu'est-ce que je dis ?

— Que je devrai sans doute déclarer forfait mais que sur ma forme actuelle je pouvais accéder à la finale, c'est dommage. »

Dominique DUVAUCHELLE

(1) Championnats d'Europe d'athlétisme.

(2) Confirmé ! L'Association européenne d'athlétisme, réunie en congrès le 1er mars 1980, a rejeté par 117 voix contre 101, le projet de rémunération des athlètes.

Bourret l'otage

ALBERT FERRASSE avait beaucoup de choses à se faire pardonner par les dirigeants du rugby international : il a donc sacrifié Bourret sur l'autel de l'International Board.

Autoritarisme ? *Un homme, tout président d'une fédération qu'il soit, prive un autre homme d'une liberté essentielle : celle de pratiquer le sport de son choix. Après l'affaire Peybere, le roi Albert aggrave son cas.*

Hypocrisie ? *Cette décision aurait été prise sur la base de la preuve — elle-même peu crédible — que ce joueur aurait touché de l'argent lorsqu'il jouait au « jeu à XIII ». Nota : A. Ferrasse est sûrement disposé à expliquer, preuves en main, que les grands clubs de sa fédération sont bien des clubs amateurs...*

Autoritarisme et hypocrisie, *le sport et les sportifs en crèvent dans notre pays. Il est temps de les libérer.*

Jean GLAVANY



Le retour de la dame en blanc

Coup sur coup nous arrivent deux adaptations de «la Dame aux camélias». L'une à la scène, l'autre à l'écran.



Isabelle Huppert interprète la dame aux camélias dans le film de Mauro Bolognini.

Armand et Marguerite. Marguerite et Armand. Que grondent les orgues du romantisme, de la passion inavouable et lyrique. Voici un couple indissociable et mythique, et dont pourtant l'histoire n'a retenu que la composante féminine : la dame aux camélias.

Depuis la publication d'Alexandre Dumas (fils !) en 1848 le fantôme troublant de la belle hétaïre ne cesse de hanter nos esprits. Cent trente-trois années après, elle revient en force nous séduire.

Sur la scène d'abord, avec une superbe reprise de la pièce de Dumas — toujours lui — par Jean-Louis Martin Barbaz. Sur les écrans aussi, avec cette vingt-deuxième édition cinématographique proposée par Bolognini. Après Sarah Bernhardt, Greta Garbo (le film de Cukor est actuellement repris dans les salles), Yvonne Printemps, Micheline Presle... Isabelle Huppert reprend le rôle de Marie Duplessis. De quoi nous transporter, nous faire défaillir... ou, plus prosaïquement, nous irriter. Ainsi qu'en témoigne le billet de Marilène Clément...

VUE PAR...

Théophile Gautier :

Chez elle, on n'est pas plus gêné qu'entre hommes

CE n'est ni l'hétaïre grecque, ni la courtisane romaine, ni l'impure de la Régence, ni la femme entretenue de l'Empire, ni la grisette de la Restauration ; mais un produit spécial de nos mœurs affairés, la maîtresse sans façon d'un siècle qui n'a pas le temps d'être amoureux et qui s'ennuie beaucoup à la maison. Chez elle, on fume, on s'assoit sur la tête, on appuie ses talons de botte à la tablette de la cheminée, on dit tout ce qui passe par la tête, même la plaisanterie crue et l'équivoque grossière ; on n'est pas plus gêné qu'entre hommes ; on s'en va quand on veut, charmante suprême ! Puis ce sont après tout de drôles de filles...

(Portraits contemporains)

Marilène Clément :

Assez de cette petite chose fragile et adorée

SI Marie Duplessis, cette courtisane aux camélias qui vécu réellement, fit fortune et inspira Dumas ou Bolognini, fut, comme on le dit, dans sa jeunesse, une pauvre gosse poussée vers la prostitution avant même l'âge de la puberté, je ne peux qu'avoir pitié d'elle. Mais que penser de l'autre dame, la Marguerite Gautier du roman de Dumas telle que l'écrivain la recréée en imagination ?

Eh bien, je l'avoue, tous ces froufrous, toute cette évanescence, tous ces cœurs palpitants, ces larmes et ce romantisme bon marché m'agacent. Je ne crois pas que les femmes d'aujourd'hui se retrouvent en cette Marguerite effeuillée qui, tombant soudain amoureuse d'un jeunot, se sacrifie pour qu'il puisse, plus tard, se marier bourgeoisement. Nous, nous garderions notre homme et soignerions notre tuberculose.

Curieux tout de même que cette éternelle mouante revienne si souvent à la mode ! Bah ! Il y aura toujours des messieurs nostalgiques pour rêver de créatures pâles, mélancoliquement distinguées et capables de périr d'amour pour eux. Mais qu'ils ne nous rebattent pas les oreilles avec ce modèle féminin. La petite chose fragile, uniquement préoccupée de plaire, ruineuse, capricieuse, adorable et adorée, cet objet de culte ou femme-objet tout court, non, ce n'est pas nous, même si nous aimons les roses et les camélias.

A cœur fendre

«la Dame aux camélias», d'Alexandre Dumas

Mise en scène de Jean-Louis Martin Barbaz

DEPUIS plus d'un siècle, elle n'en finit pas de mourir, toussotante, sublime, fragile. Depuis plus d'un siècle, à sa seule évocation, des cœurs palpitent, des regards se voilent, des âmes s'émeuvent.

Aujourd'hui, après dix-huit ans d'absence, la voici qui renaît à la scène: la dame aux camélias, courtisane au grand cœur, mais trahie par la vie...

Sortez vos mouchoirs. N'hésitez pas à pleurer. A son apparition, les esprits les plus rassis s'adoucissent, les sourires les plus sceptiques se figent.

Devant un public attendri, un amour merveilleux parce qu'impossible se construit, se détruit, pour s'affermir enfin dans les liens indissolubles de la mort et de l'éternité du souvenir. Drame populaire, romantique s'il en est, avec ses élans lyriques passionnés, tourmentés, sa poésie tendre et naïve, et parfois même sa gaucherie.

Mais un drame social aussi. Car cet amour ne meurt pas de la lassitude ni de la fatalité. Il est assassiné. Par la morale, par la vertu, par les lois d'une bourgeoisie frigide qui ne croit qu'aux masques de l'argent et de l'honorabilité.

Avec une fougue rageuse, Alexandre Dumas, *le fils naturel* — son père n'épousa jamais la couturière Marie-Christine Leray —, règle ses comptes avec ces faux-semblants de respectabilité. On s'encanaille la nuit, on se réveille pudibond dans la journée. Les grands sentiments sont bafoués, et la femme tant convoitée n'est qu'un objet. Objet bon à payer, si elle est maîtresse, machine à procréer, à préserver enfants et foyer, si elle est épouse. Femme honnête et demi-mondaine ne se rencontrent jamais.

Qu'importe alors au vieux père Duval, provincial aux principes constipés (Hubert Gignoux), la sincérité de Marguerite Gautier ? Point de rédemption. Prisonnière de son passé, elle est, sans appel, condamnée. D'ailleurs, s'il est nécessaire, pour qu'elle s'éloigne, il est prêt à la bénir... et à payer. Chasteté. Famille. Religion. Tels sont les piliers de la société.

En refusant à la vertu le droit d'être un capital, vous avez donné au vice le droit d'en être un. Ainsi Dumas conclut-il sa préface. Tout est là. Moraliste éclairé, à défaut d'être révolutionnaire, Alexandre Dumas prétend alerter le public, le provoquer. Sur les mensonges de la bourgeoisie qui domine, sur la situation de la femme, méprisée dans ses droits, bafouée. Un discours aux étranges résonances de modernité.

Pleine de tact et d'intelligence, la mise en scène de Jean-Louis Martin-Barbaz évite toute emphase, toute grandiloquence déplacée. Les comédiens, remarquables, jouent le jeu de Dumas, sans distanciation fausse, sans effets appuyés.

Diaphane, délicate, pathétique, Sylvie Genty (Marguerite Gautier), nous entraîne avec une émouvante simplicité à la suite de son chemin de croix désespéré. L'œil sombre, tour à tour amoureux transi et benêt ou conquérant trahi et desabusé, François Marchasson se révèle un Armand Duval d'une lumineuse juvénilité.

Par leur grâce légère, ce drame de l'amour mille fois rabâché se pare d'une force neuve, magnifique, évidente dans sa spontanéité... Que se brisent les cœurs les plus asséchés...

Didier MEREUZE

Toulouse : les 17, 18 et 19 mars - Aurillac : le 20 mars.

Bien mal acquis ne profite jamais

«la Dame aux camélias», de Mauro Bolognini

LE film s'ouvre sur une répétition théâtrale : dans un jeu de lumières, de mouvements de caméra orchestrés comme un ballet, la protagoniste vire et chavire, emportée par une toux qui sonne faux. Les dernières images nous ramènent au théâtre où le Tout-Paris ovationne un jeune Dumas torturé par le souvenir.

Entre-temps, à la manière d'un reportage réaliste pour le fond et impressionniste pour la forme, nous aurons suivi la vie de Marie Duplessis, fait la connaissance de ses amants et subi les hauts et les bas de ses amours tumultueuses.

Mauro Bolognini a toujours eu le sens de la perfection. Dans ce film, il se surpasse : une photo lyrique, sensuelle, des décors à couper le souffle. En comparaison des moyens mis en œuvre pour l'illustrer, la chronique semble bien aride. Ayant pris le contre-pied du mythe et ayant « banalisé » l'histoire d'Alphonsine Plessis, le metteur en scène donne l'impression d'avoir utilisé un orchestre philharmonique pour interpréter une musique de kiosque.

Bolognini a choisi Isabelle Huppert parce qu'il la considère comme « *l'anti-Garbo par définition* ». Fallait-il pour autant plaquer sur le personnage cet air maussade et indifférent ?

On attendait une histoire de feu, de passion, d'amour — ou de désamour, peu importe ! — et les héros semblent fatigués à l'avance. Même ce pauvre Dumas pèche par défaut. « *Tu aurais mieux fait de choisir le père* », dit avec humour le propre père de la courtisane.

Gian-Maria Volonte incarne là un des rôles les plus intéressants du film : d'entremetteur, il devient valet, puis charognard. Cinq ans après l'enterrement de son enfant, lors de la représentation de *la Dame aux camélias*, il vient glaner quelques sous : « *Cette pièce sera un grand succès ! Vous ferez beaucoup d'argent avec la mort de ma fille, monsieur Dumas...* ».

Comme si Bolognini s'était pris aux goûts de son héroïne, l'élément théâtral domine et cette dernière réplique nous fait penser au *Dom Juan* de Molière, lorsque Sganarelle réclame ses gages après que le Commandeur eut emporté le mythe dans la mort. Après tout, cette Alphonsine avait quelque chose d'un don Juan.

Anne SZENDRÖ

Les artistes contre les requins

« *La cité fleurit, les requins aussi* », lit-on sur les murs du boulevard Arago où les bétonneurs lancent, une fois de plus, l'offensive contre les arbres, les fleurs... et les artistes. Pompidou, qui ne jurait que par les tours, aurait volontiers sacrifier cet ensemble d'ateliers qui forment la *Cité fleurie* aux promoteurs qui défigurèrent le XIIIe arrondissement. En 1970, Giscard assura qu'il empêcherait les opérations bulldozers. Mais il paraît aujourd'hui avoir oublié ses promesses. Que valent ces deux malheureuses douzaines d'électeurs menacés d'expropriation ? Ils n'ont qu'à s'acheter un de ces studios d'artistes que les agences proposent dans le quartier. Poutres apparentes, vue imprenable, pittoresque garanti, pour la modique somme de 1 500 000 francs.

Et que ceux qui n'ont pas le sou aillent coucher sous les ponts, leur inspiration ne s'en portera que mieux. Voilà pourquoi peintres, sculpteurs, graveurs, appellent au secours. Le Parti socialiste les a entendus.

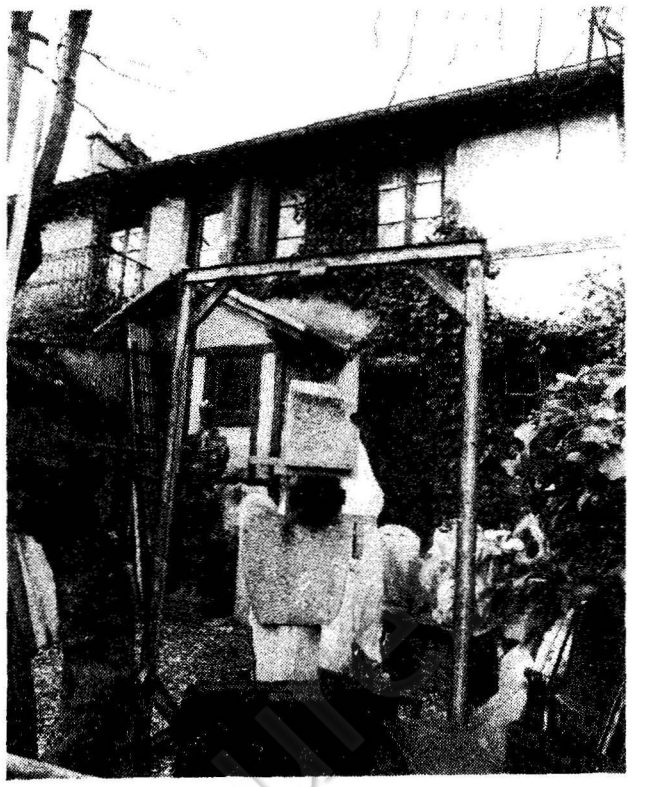
UN vaste et paisible jardin, tout à côté des hauts murs austères de la Santé. Un havre de paix, un lieu charmant et pittoresque, bordé de masures ocres et blanches aux baies vitrées : des ateliers d'artistes. La Cité fleurie. On se croirait presque au Hameau de la Reine. Mais un endroit tel ne séduit pas seulement les visiteurs. Ses vrais amateurs, ce sont les promoteurs. Immobiliers...

Et, aujourd'hui, la Cité fleurie lutte. Pour ne pas être dépeuplée de ses artistes — ils sont une vingtaine — ; pour ne pas devenir un village de luxe pour snobs et nantis — ce qui est le vœu de la société immobilière, propriétaire du terrain. Deux artistes « squatters » ont déjà reçu leurs avis d'expulsion. Et le reste viendra... C'est la raison pour laquelle François Mitterrand et Lionel Jospin, ainsi que Paul Quilès, député du XIIIe arrondissement, se rendront aujourd'hui à 15 heures dans la petite cité en état d'alerte, quasi sur pied de guerre, et ce depuis presque dix ans, car elle n'en est pas à sa première alarme.

En 1970, elle était cédée à un promoteur (la SEFIMA) qui projetait de construire à sa place un immeuble de quatre-vingt mètres de long sur vingt mètres de profondeur, comprenant onze niveaux, et cinq ateliers (il en subsiste trente) étant prévus dans les jardins. Manifestations, comités de défense, occupation sauvage d'ateliers murés par le propriétaire, pétitions... Il fallut attendre mai 1974, pour qu'après une visite de François Mitterrand Valéry Giscard d'Estaing classât la cité monument historique. Mais dès 1977, le Conseil d'Etat procède à son déclassement et, en octobre 1978, commence à courir le bruit d'une nouvelle vente. Aussitôt recommencent les démarches, les requêtes auprès de la Ville de Paris et du ministère de la Culture. Le Conseil de Paris émet des propositions mais elles ne se concrétisent jamais. Dans un communiqué de presse, le ministère de la Culture fait état de tractations entre la ville, la région et l'Etat. Une somme de 2 millions est avancée, mais les artistes craignent, à juste titre, que cet argent serve à la construction d'ateliers hors de Paris. Et, le 21 février dernier, ils sont huit cents à descendre dans la rue pour clamer leur inquiétude, leur colère, leur refus d'être déportés.

« *Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac s'étaient engagés à préserver et développer les ateliers d'artistes à Paris,* déclare Paul Quilès. *La Cité fleurie, qui subit depuis dix ans les aléas de la spéculation immobilière, est l'illustration parfaite de ces promesses non tenues et du désintérêt de la ville et du gouvernement pour les lieux de travail propices à la création artistique.* »

Colette MILON



« **Allez sculpter dans les mansardes** » dit l'Etat aux artistes. (Photo Atelier)



La porte de la Cité fleurie, paradis menacé. (Photo Atelier)

CHEZ VOUS

Aulnay-sous-Bois. Danse : *La Momix Company.* Maison de la culture. Le 14 mars.

Angoulême. Variétés : *Diane Dufresne.* Centre d'activités culturelles. Le 14 mars.

Bolbec. Variétés : *Marcel Amont.* Salle Maupassant. Le 14 mars.

Chelles. Variétés : *les Quilapayuns.* 20 h 45. Centre culturel. Le 14 mars.

Culoz. Variétés : *Mouloudji* et le groupe *Octave.* Salle des fêtes. Le 14 mars.

Grenoble. Fête de la Rose. Avec *Julien Clerc.* Le 14 mars.

Longwy. Théâtre musical : *Camerawoman,* un spectacle chanté par Christine Combe. Le 14 mars.

Montbéliard. Variétés : *Michel Hermon.* Maison des arts et des loisirs. Le 14 mars.

Mulhouse. Musique : *Concert* présenté par *la Follia,* avec la participation d'Ivry Gitlis, Miguel de la Fuente, Gilbert Petit. Au programme, des œuvres de Bach, Vivaldi, Strauss. Théâtre municipal. 20 h 30. Le 14 mars.

Orléans. Marionnettes : *l'Opéra de quat'sous,* présenté par le Marionet teatern de Stockholm. Grande salle. 20 h 30. Le 14 mars.

Saint-Médard-en-Jalles. Marionnettes : la troupe sicilienne *Opera dei Pupi Fratelli Napoli* présente une adaptation de la *Chanson de Roland.* Centre d'activités culturelles. Le 14 mars.

Saint-Quentin-en-Yvelines. Jazz : le groupe hollandais *Willem Breuker Kollektief.* 21 heures. Maison pour tous. Le 14 mars.

Brest. Mois du comédien : *Stage* théâtre univers sonore. De 9 h 30 à 18 heures. Le 15 mars.

Montbéliard. Musique : *Duo violoncelle et piano,* avec Reine Flachot et France Clidat. Maison des arts et des loisirs. Le 15 mars.

Villepreux. Marionnettes : *Till Eulenspiegel,* présenté par le Théâtre Drak de Tchécoslovaquie. Le 15 mars.

Brest. Mois du comédien : *Exposition « Affiches et masques »,* à la librairie Dialogues Rallye. Jusqu'au 31 mars.

Nîmes. Marionnettes : *l'Opera Pupi di Napoli.* Maison des jeunes et de la culture. Les 16 et 17 mars.

Voyage au musée du Jardin des Plantes

Une expédition à travers trois siècles

C'ETAIT l'époque où la forêt était vierge et où les mers n'étaient que sept. Les atlas indiquaient l'océan sous la banquise australe et un lac immense au milieu du Brésil. On mourait pour voir Tombouctou ou la Cité interdite. Nos grands-pères, alors gamins, frissonnaient aux récits du *Journal Colonial.* Cuvier, La Pérouse, Tournefort, et tant d'autres savants bourlingueurs que la mort frappait parfois en chemin, expédiaient au Jardin des Plantes toute la flore et la faune des « trois mondes ». Elles y ont prospéré et vous invitent à découvrir leur épopée trois fois séculaire.

Une exposition qui mérite quatre étoiles, tant pour la beauté des dessins, gravures et collections d'animaux échoués là après mille aventures, que pour la vulgarisation intelligente des commentaires, diffusés sur fond de ressac et de musique électronique. On se réjouit d'apprendre que les milieux pressentis pour ces expéditions pacifiques furent successivement ecclésiastiques, militaires, puis commerciaux, chacun mit ainsi la main à la pâte. En sortant, courez déployer vos rêves dans la jungle épaisse qui s'épanouit en serre à deux pas de là.

Le gardien vous ramènera à l'actualité en vous parlant des grèves récentes qui exprimèrent le profond mécontentement de ceux qui entretiennent ce merveilleux jardin.

Jacques BRUNEL

• *Au Jardin des Plantes, jusqu'au 30 mars.*

EN TROIS MOTS

Premier festival international du film musical

Le film musical se devait d'avoir son festival. C'est chose faite. Organisé sous le patronage du Centre national de la cinématographie et de Radio 7, ce festival se déroulera à Paris du 13 au 22 mars au cinéma *Le Grand Rex.* Au programme, une quarantaine de films pratiquement tous inédits parmi lesquels des longs métrages sur les Beatles, Paul McCartney, Franck Zappa... et aussi une sélection de films « scopitones » français des années 1960 avec Vince Taylor, les Chats Sauvages, les Chaussettes Noires...

Dali télégraphie à son roi

Salvador Dali qui séjourne actuellement à Paris a dû, pour cause de fatigue, renoncer à tenir une conférence de presse.

Il a néanmoins adressé un télégramme de félicitation au roi Juan Carlos, pour le complimenter d'avoir résisté au coup d'Etat et l'entretenir de Dieu et de Gala, épouse Dali.

Vendredi 13 mars

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Variétés. Autour du lac Leman.
Réalisation Bernard Lion. Avec le grand orchestre du Splendid, Nicoletta, Eddy Mitchell, Plastic Bertrand et Joëlle.

21 h 30 — La forêt des âmes.
Spectacle de Geneviève Laporte. Réalisation François Chatel. Mise en scène Nadia Taleb. Avec Sophie Clamâgirand, Jacqueline Staup.
A la fin du siècle dernier, un train se dirige vers Saint-Pétersbourg. Sonia, la fille du conseiller Fedor Illich, revient de Suisse pour épouser son ami d'enfance Volodia.

22 h 30 — Carnaval de feu.
Emission d'Aldo Altit.
Chaque année, au moment de l'équinoxe du printemps, explose le carnaval de Valence, la troisième ville d'Espagne

23 h 30 — Journal.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 30 — Molière ou la vie d'un honnête homme.
Film d'Ariane Mnouchkine diffusé en cinq parties.
Avec Philippe Caubère, Clémence Massart, Serge Coursan.
Troisième partie. *En pleine campagne languedocienne, le théâtre ambulant de M. et Mme Dufresne est soulevé par le vent. La troupe de l'Illustre Théâtre est émerveillée par ce prodige.*

21 h 40 — Apostrophes : Emission de Bernard Pivot. Réalisation Jean-Luc Léridon.
Nouveaux documents sur des écrivains bien connus.
Avec la participation de Annie Cohen-Solal, Henriette Nizan (*Paul Nizan, communiste impossible*), Claude Mauriac (*Le rire des pères dans les yeux des enfants*), Olivier Todd (*Un fils rebelle*), Gerhard Heller (*Un Allemand à Paris*)



Huguette Duflos dans « le Parfum de la dame en noir ». Voir ci-dessous.

23 h 10 — Ciné-club.
Film de Marcel L'Herbier (1931). Avec Roland Toutain, Huguette Duflos, Marcel Vibert.
Mathilde Stangerson, dans le train qui l'emmène sur la Côte d'Azur, reconnaît Frédéric Larsan, un gangster qui fut son premier mari et qui se fait passer pour mort.
Stylisation et sophistication pour une énigme policière.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Le nouveau vendredi. Emission d'André Sabas.
« Je ne joue pas, je travaille. » Reportage de Judith Radiguet. Le travail des enfants dans le monde.
En 1979, selon le Bureau international du travail, ils étaient 52 millions âgés de moins de quinze ans à travailler, au lieu d'aller à l'école.

21 h 30 — Le bidule.
Téléfilm. D'après une nouvelle de François Clément. Scén. et dial. Jean-Louis Comolli. Réal. Régina Martial. Avec Jean-Luc Bideau, Gabriel Gobin et Michel Lajorne.
Jean-Louis Hochard, un mécano parisien, part s'installer en Bretagne où, avec des matériaux de récupération, il fabrique des bicycles.

22 h 25 — Soir 3.

22 h 45 — Thalassa.

Samedi 14 mars



Roland Magdane.

11 h 40 — Philatélie-club.
Emission proposée par Jacqueline Caurat et Jacques Mancier. Réalisation Jean Vernier.

12 h 10 — La traque aux gaspis.

12 h 30 — Cultivons notre jardin.

12 h 45 — Avenir. Des métiers de la chaudronnerie et de la tôlerie.
Emission proposée par l'ONISEP.

13 h 00 — Journal.

13 h 30 — Le monde de l'accordéon.

13 h 45 — Au plaisir du samedi.
Emission proposée par Gaston Bounoure.
Aujourd'hui : la Louisiane.

14 h 10 — Mon fils.
Feuilleton de François Martin et Michel Andrieu. Réalisation François Martin.

15 h 05 — Plume d'élan.

15 h 10 — Découvertes de TF1.
Emission proposée par André Blanc et Catherine Bérard.
Avec Fabienne Thibault.

15 h 35 — Archibald le magicien. La forêt de Gracéliande.
Réalisation Bruno Bianchi.

16 h 00 — Maya l'abeille. Dessin animé.

16 h 20 — Temps X.

17 h 20 — L'incroyable Hulk.
Ou la débilité verdâtre.

18 h 15 — Trente millions d'amis.

18 h 45 — Magazine auto-moto.

19 h 10 — Six minutes pour vous défendre.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Les paris de TF1. Avec Robert Manuel.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Numéro un. Roland Magdane.
Eh oui, encore !
Avec Jean-Patrick Capdevielle, Plume Latraverse et le groupe Téléphone.

21 h 30 — Dallas. Série américaine.
Lucy s'enfuit de chez elle parce que son grand-père ne veut pas inviter sa mère pour son anniversaire. Au cours de sa fugue, Lucy va devenir l'otage d'un malfaiteur.
Merveilleux Américains !

22 h 30 — Télé-foot 1.

23 h 30 — Journal.

10 h 30 — Antiope.

11 h 40 — Journal des sourds et des malentendants.

12 h 00 — La vérité est au fond de la marmite.
Proposé par Michel Oliver.

12 h 30 — Prochainement sur l'A2.

12 h 45 — Journal de l'A2.

13 h 35 — Des animaux et des hommes.

14 h 25 — Les jeux du stade.

17 h 20 — Récré A2.

18 h 05 — Chorus.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Top-Club.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 35 — Molière ou la vie d'un honnête homme.
Film d'Ariane Mnouchkine. Quatrième partie.

21 h 35 — Interneige

22 h 30 — Frontières de l'inconnu.
Réalisation Jacques Delrieu.

23 h 25 — Journal de l'A2.

18 h 30 — Pour la jeunesse.
Le dossier lapin. Les ateliers du poète.

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — L'abominable homme des neiges. Dessin animé.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Grâce à la musique. Liszt.
Emission de François Reichenbach.

22 h 40 — Soir 3.

22 h 50 — Ciné-regards. La dame aux camélias.
Emission d'Anne Andrieu.
Pour en savoir plus, voir nos pages culturelles...



Bruce Boxleitner dans *la Conquête de l'Ouest*. Dimanche, TF1, 18 h 20.



Nana

TREMBLEZ, bonnes gens, voici Nana la blonde (un blond vénitien qui affolerait les taureaux), la sirène, la vamp, la croqueuse d'hommes, la femelle pour tout dire ! Tout Paris l'attend lorsqu'elle surgit, en 1867, sur la scène du théâtre de la Renaissance, dans le rôle de Vénus qui lui permet de montrer ses appas. A sa vue, les lorgnons des messieurs s'embuent, les dames baissent les paupières, chacun subit le choc de sa lubricité triomphale. D'un coup de rein, d'un seul, la luronne va semer la tempête. Adolescents et vieillards, banquiers et jounalistes, aucun homme ne lui résiste. Jusqu'au grand chambellan de Sa Majesté Impériale, Napoléon III, qui lui tombe tout rôti dans la bouche ! D'un amant à l'autre (en passant même par une amante), du faîte de la gloire au comble de l'infortune, nous suivrons durant quatre épisodes cette course à obstacles qui s'achève par une mort hideuse. « Bien fait ! » penseront peut-être les mères de famille, tandis que les maris verseront une larme en cachette.

Maurice Cazeneuve, adaptateur et réalisateur du roman de Zola, n'a reculé devant aucune des audaces que lui imposait le sujet. Grâce à Véronique Genest, irrésistible Nana, le téléspectateur se rince l'œil. Quant à la téléspectatrice, elle se rabattra sur le charme aristocratique de Guy Trejan (comte Muffat) ou le sourire un brin canaille de Patrick Préjean (Fontan). Mais, en dépit de sa fidélité à l'esprit du temps, malgré la somptuosité des images et l'intelligence du dialogue, ce film n'émeut guère. Si certaines scènes d'amour devant un feu de bois évoquent *le Diable au corps,* il leur manque un petit quelque chose pour nous bouleverser. Peut-être ne sommes-nous plus tout à fait sur la même longueur d'onde que les joyeux drilles et les femmes fatales de la Belle Epoque...

Gabrielle ROLIN

A2, dimanche 15 mars, à 20 h 30.

Dimanche 15 mars

TF1

9 h 15 — **Talmudiques.** Un contrat d'amour. Emission proposée par le rabbin Josy Eisenberg.

9 h 30 — **Source de vie.** « Souviens-toi d'Amalek. »

10 h 00 — **Présence protestante.** Des pasteurs racontent.

10 h 30 — **Le jour du Seigneur.**

12 h 00 — **La séquence du spectateur.** Extraits du *Dernier des géants,* de *Don Camillo en Russie* et de *Peur sur la ville.*

12 h 30 — **TF1-TF1.**

13 h 00 — **Journal.**

13 h 20 — **C'est pas sérieux.**

14 h 15 — **Les nouveaux rendez-vous.** Spécial Pierre Perret. Réalisation Rémy Grumbach.

15 h 30 — **Tiercé à Auteuil.**

15 h 40 — **Sloane, agent spécial.** Série. Réal. Elizabeth Lindberg Callagher. Scén. et dial. Dick Nelson. *Général d'armée renégat, bombe nucléaire volée (encore un coup des Russes), groupe d'hystériques qui veulent fomenter la révolution dans leur pays. Heureusement que Robert Conrad, un Sloane au physique de maître nageur, survient au bon moment.*

16 h 35 — **Sports-Première.** Cyclisme : Paris-Nice. Escrime : Le challenge Rommel.

18 h 20 — **La conquête de l'Ouest.** Réalisation Bernard Mac Eveety. Avec James Arness, Victor Mohica, Eva-Marie Saint.

19 h 25 — **Les animaux du monde.** A l'école des mouches.

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **L'hôtel de la plage.** Film d'Alain Poiré. Scén., adapt. et dial. Michel Lang. Avec Daniel Ceccaldi, Sophie Barjac, Martine Sarcey, Guy Marchand, Francis Lemaire. *L'histoire dans un hôtel d'une petite station balnéaire. Les clichés défilent : pastis, drague, adolescents sans imagination, comme le réalisateur.*

22 h 25 — **Concert.** Orchestre philharmonique, sous la direction d'Emmanuel Krivine. *Don Juan,* de Richard Strauss, *Concerto pour piano et orchestre n° 2,* de Camille Saint-Saëns.

A2

10 h 55 — **Follow me.** Cours d'anglais. Réalisation Pierre Lambert.

11 h 15 — **Dimanche Martin.**

11 h 20 — **Entrez les artistes.**

12 h 45 — **Journal de l'A2.**

13 h 20 — **Incroyable mais vrai.**

14 h 25 — **Drôles de dames : Une croisière en or.** Série.

15 h 15 — **L'école des fans.** Voyageurs de l'histoire. Thé dansant. Au Revoir Jacques Martin.

17 h 05 — **Disney Dimanche.**

18 h 00 — **La chasse au trésor.**

18 h 55 — **Stade 2.**

20 h 00 — **Journal d'A2.**

20 h 35 — **Nana.** D'après Emile Zola. Réal. Maurice Cazeneuve. *La fortune et les malheurs d'une courtisane.* (Voir encadré.)

22 h 05 — **Les Esquimaux.** Le Groenland se lève. Emission proposée et réalisée par Jean Malaurie.

23 h 00 — **Petit théâtre.**

23 h 30 — **Journal de l'A2.**

FR3

10 h 00 — **Mosaïque.**

13 h 55 — **Le pays d'où je viens.** La Martinique. Emission de Maurice Dumay et Jean-Pierre Janssen.

14 h 50 — **Ecoute le pays chanter.** Charles Dumont.

15 h 50 — **Prélude à l'après-midi.** Passion pour Verdi. Réalisation Carlo Bavagnoli.

17 h 40 — **Théâtre de toujours.** Le revizor, de Gogol. Réalisation Philippe Laik.

19 h 40 — **Spécial DOM-TOM.**

20 h 00 — **Benny Hill.**

20 h 30 — **Une histoire de la médecine.** Médecine et médecines. Par Jean-Paul Aron et Marc Ferro. Réalisation Claude de Givray.

21 h 25 — **Soir 3.**

21 h 40 — **L'invité de FR3.** Frankenstein.

21 h 40 — **Cinéma de minuit : Les cinq gentlemen maudits. Film de Julien Duvivier (1931), d'après le roman d'André Reuze. Avec Rosine Derean, Mady Berry, Harry Baur, René Lefèvre.**

SELECTION RADIO

Vendredi 13 mars

FRANCE-MUSIQUE

14 h 30 — **Les enfants d'Orphée.** Emission destinée à l'enseignement primaire. Des images et des sons. Ravel : l'enfant et les sortilèges. Moussorgski : la grande porte de Kiev.

15 h 00 — **Oedipus Rex,** de Stravinski, sur un texte de Jean Cocteau. Avec Jean Dessailly. Emission d'André Almuro.

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — **Un livre, des voix.** Laurence Durrell : Livia, ou l'enterrée vive. Emission de Claude Mourthé.

14 h 47 — **Après-midi.** Un homme, une ville : Hans Christian Andersen.

Samedi 14 mars

FRANCE-MUSIQUE

16 h 15 — **Concert.** Œuvres de Brahms données au festival de Ludwigsburg.

FRANCE-CULTURE

16 h 20 — **Recherches et pensée contemporaines.** La psychanalyse aujourd'hui, par Michel Cazenave.

Dimanche 15 mars

FRANCE-MUSIQUE

11 h 00 — **Concert,** avec le Quatuor intercontemporain. Œuvres de Bartok et de Brahms.

16 h 15 — **Tribune des critiques de disques.** Shéhérazade, de Ravel.

19 h 00 — **Concert de jazz vivant.**

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — **La Comédie-Française :** La machine infernale, de Cocteau. Réal. : Georges Gravier. Avec Denise Gence et François Chaumette.

20 h 00 — **Albatros.** La poésie brésilienne de l'enfer à la galaxie. Réal. : Gérard de Cortanze.

Avis de recherche: Jean-Pierre Darras



Cette semaine, ce sont les camarades de classe de Jean-Pierre Darras, qui se reconnaîtront sur cette photo, qui peuvent appeler le 240.75.75, de 13 heures à 20 heures, à partir de lundi. La photo a été prise au collège Stanislas, en classe de seconde, pendant l'année scolaire 1943-1944.

Bus parisiens: deux jours de grève

Le mouvement de grève des autobus parisiens, lancé par la CGT et la CFDT et concernant le sécurité des machinistes, se poursuivait vendredi de façon inégale. Des trois dépôts de Thiais et Créteil, dans le Val-de-Marne, et de Gonesse, en Seine-Saint-Denis, aucun autobus n'est sorti. Par contre, dans les autres dépôts, environ 55 % des voitures sont sorties normalement.
(Photo Pascal Lebrun)



Les femmes dans la campagne électorale

Véronique Neiertz répond à Monique Pelletier

MONIQUE PELLETIER, présidente nationale des comités de soutien à Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré, mardi matin, à l'émission « Parlons clair » sur France-Inter, que son candidat est « *le seul à s'occuper des femmes* » et qu'elle n'avait entendu aucun des autres candidats dans leurs interventions télévisées, évoquer le problème des femmes.

Véronique Neiertz, secrétaire nationale du PS aux luttes des femmes lui répond dans un communiqué : « *Comme le dit Monique Pelletier, Giscard est le seul qui évoque les femmes à la télévision. Il ne fait même que cela depuis sept ans. Les socialistes, eux, depuis sept ans, dénoncent la politique du chômage du candidat sortant, politique dont les femmes avec les jeunes sont les premières victimes.*

» *Les socialistes ont fixé un quota pour une représentation des femmes à tous les échelons de responsabilité du parti et sans leur vote aucune des lois progressistes concernant les droits des femmes : le divorce, la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, n'auraient été adoptées.*

» *Enfin, en proposant la présidence nationale de son comité de soutien à une femme au chômage plutôt qu'à une grande bourgeoise sans inquiétude pour ses fins de mois, François Mitterrand a fait un geste dont la signification n'échappera à aucune femme, sauf peut-être à Monique Pelletier.* »

BREF

Au moins dix assassins à Atlanta ?

La police d'Atlanta suppose qu'au moins dix criminels différents seraient responsables des vingt et un meurtres et disparitions d'enfants noirs dans la ville, a indiqué un procureur du comté de Fulton au journal *Atlanta Constitution*.

Selon Lewis Slayton, la police estime cependant que les meurtres des six ou sept dernières victimes pourraient être liés, la cause du décès étant chaque fois la strangulation ou l'étouffement. Trois autres meurtres, commis dans le même quartier, pourraient également être connectés; mais les autres n'auraient aucun rapport entre eux.

Certaines des victimes ont en effet été poignardées; d'autres, battues; dans plusieurs cas, la police a constaté un décès par balle; parfois les restes étaient trop décomposés pour qu'elle puisse se prononcer.

Voiture piégée : liberté pour le mari ?

Claude Hanoteau, juge d'instruction à Paris, se prononcera lundi prochain sur la demande de mise en liberté de Robert Van Puffelen, trente-trois ans, le touriste néerlandais dont l'épouse avait été grièvement blessée lors de l'explosion de leur voiture, boulevard Saint-Germain, à Paris, le 4 octobre 1980.

Cornélia Van Puffelen, qui a été amputée des deux jambes à la suite de l'explosion, a été entendue lundi à Paris par le magistrat. Circulant dans une chaise roulante, elle s'est déclarée convaincue de l'innocence de son mari, inculpé de tentative d'homicide volontaire et d'infraction à la législation sur les explosifs, et écroué à la prison parisienne de la Santé depuis le 6 octobre.

Des maçons à Toulouse

Les délégués d'une douzaine d'obédiences maçonniques participeront du 13 au 15 mars à Toulouse à l'assemblée générale annuelle du Centre de liaison des puissances maçonniques signataires de l'appel de Strasbourg.

Ce centre de liaison regroupe un millier de loges appartenant à une quinzaine de pays et qui font référence à l'appel lancé en 1961 à Strasbourg « *par opposition au dogmatisme autoritaire de la Grande Loge unie d'Angleterre* ».

M. Roger Leray, grand maître du Grand Orient de France, a précisé, jeudi au cours d'une conférence de presse, que l'ordre du jour de cette assemblée portera sur « *les droits de l'homme et devoirs du maçon* », plus particulièrement étudiés dans le contexte des inégalités entre les pays industrialisés et les peuples du tiers monde.

• **UN CAR** a été accidenté jeudi soir en Haute-Savoie, près de Chamonix, à la suite d'une avalanche. Le véhicule transportait dix-huit jeunes gens et leurs moniteurs qui partaient en excursion en Suisse par le col des Montets et Vallorcine, lorsqu'une « *grosse boule de neige est tombée sur le toit* », a raconté l'un des passagers. Sous le choc, le véhicule a quitté la route et glissé en contrebas sur une centaine de mètres. Plusieurs garçons ont été éjectés, mais il n'y a pas eu de blessés graves : seules deux personnes restaient hospitalisées.

Maria Farantouri à Paris

Maria Farantouri, c'est d'abord une voix fantastique. C'est aussi un cri de protestation. La grande chanteuse grecque, qui accompagne depuis des années Mikis Theodorakis, sera exceptionnellement salle Pleyel, à Paris, dimanche 14 mars, à 17 h 30.

LOTO

TIRAGE N° 10
DU 11 MARS 1981

3 28 36 40 41 49

NUMERO COMPLEMENTAIRE 30

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	3	4 043 577,30 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	26	233 283,30 F
5 BONS NUMEROS	1 648	11 041,30 F
4 BONS NUMEROS	110 952	163,90 F
3 BONS NUMEROS	2 146 869	12,20 F

PROCHAIN TIRAGE LE 18 MARS 1981

VALIDATION JUSQU'AU 17 MARS 1981 APRES-MIDI

LES PETITES ANNONCES DE Combat

Petites annonces classées :

- Offres d'emploi
  forfait 4 lignes ..... 75,00 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25,00 F TTC
- Demandes d'emploi
  forfait 4 lignes ..... 35,00 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 15,00 F TTC
- Immobilier, automobiles et divers
  forfait 5 lignes ..... 100,00 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25,00 F TTC

10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

OFFRES D'EMPLOI

VILLE DE BEAUVAIS (Oise) recherche un attaché titulaire de la licence en droit pour son service juridique.
Adresser candidature avec curriculum vitae à M. le Maire.

Commune 5 000 habitants, banlieue Belfort, cherche assistant technique contractuel pour prendre en charge travaux et équipe de voirie. Connaissances génie civil, travaux publics et bâtiments demandées.
Adresser, avant le 20 mars, curriculum vitae et prétentions à Mairie de Valdoie, 90300 VALDOIE.

Jeune homme, 26 ans, dégagé des obligations militaires, maîtrise de sociologie, reçu au concours de rédacteur pour les départements 92, 93, 94, cherche emploi communal.
Didier Maffray, 138, bd Saint-Germain, 75006 Paris

LOCATIONS (demandes)

TRES URGENT. Militant recherche chambre bon marché durant la campagne présidentielle.
Ecrire au journal n° 113, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOI

Ing.-conseil ICF-Travail « Indépt ». Militant socialiste recherche Etudes béton armé : bât. et génie civil.
Jacky Laborde, 7, allée du Moura, 64600 ANGLET - Tél. : (59) 03.86.63.

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

- ☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
- ☐ Un an : 550 F
- ☐ 6 mois : 300 F
- ☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
- ☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

- ☐ Un an : 650 F
- ☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....